

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2462

11 septembre 2015

### SOMMAIRE

Ababi Holding, S.à r.l. ....	118132	HDI Financing Luxembourg S.à r.l. ....	118136
Active Consulting Luxembourg S.à r.l. ....	118171	Hera Germany S.à r.l. ....	118133
Angefin S.A. ....	118134	Heyn 1 S.à r.l. ....	118133
Capula Luxembourg Limited ....	118163	Heyn 2 S.à r.l. ....	118133
Celsius Luxembourg S.à r.l. ....	118167	H & F Wings Lux 3 S.à r.l. ....	118135
Chambertin S.à r.l. ....	118176	Hôtel MEYER S.A. ....	118137
Cresford Real Estate S.A. ....	118130	IFAM S.à r.l. ....	118176
Datogon S.A. ....	118132	Industrial Marking Solutions S.A. ....	118176
Diatec International S.A. ....	118139	Inter-Façade S.A. ....	118169
Elth S.A. ....	118132	International Campus Aachen S.à r.l. ....	118136
EPGF Pliening Property S.à r.l. ....	118130	International Real Estate Portfolio 08/09 - FTL S.C.A., SICAR ....	118137
EPI Oakwood Holding S.à r.l. ....	118130	I-Wo 2 S.à r.l. ....	118135
Eurointervention S.A. ....	118132	I-Wo 3 S.à r.l. ....	118135
Eurointervention S.A. ....	118131	I-Wo 4 S.à r.l. ....	118136
Falcon (BC) Luxco S.C.A. ....	118130	I-Wo 5 S.à r.l. ....	118136
Fall Co 2 S.à r.l. ....	118133	I-Wo 7 S.à r.l. ....	118134
Farma Holding S.à r.l. ....	118131	Mithra Sàrl ....	118138
Fczequir S.A. ....	118131	Polo House S.A. ....	118138
Fczequir S.A. ....	118131	Superbond S.A. ....	118139
Fiducial Holding ....	118138	Toucheque Lux S.à r.l. ....	118173
Fondation Hëllef fir d'Natur ....	118137	Toucheque Lux S.à r.l. ....	118174
Grand Hôtel Billia Holding S.A. ....	118134		
H.C.A. S.A., SPF ....	118135		

**Cresford Real Estate S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 71.549.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 16 juillet 2015*

- L'Assemblée accepte la démission de Monsieur Gilles JACQUET, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg de son mandat d'administrateur, et ce avec effet immédiat.

- L'Assemblée nomme en remplacement de l'administrateur démissionnaire, Monsieur Luigi MAULA, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2020.

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Pieter VAN NUGTEREN, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg et de Lux Business Management S.à.r.l., ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, dont le représentant permanent est Monsieur Christian KNAUFF, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2020.

- L'Assemblée renouvelle également le mandat du commissaire aux comptes Co-Ventures SA, ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ce mandat se terminera lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2020.

Luxembourg, le 16 juillet 2015.

Pour extrait conforme

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2015123894/24.

(150133831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

**Falcon (BC) Luxco S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 177.856.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Référence de publication: 2015123978/10.

(150133921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

**EPI Oakwood Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 124.519.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Référence de publication: 2015123960/10.

(150134532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

**EPGF Pliening Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 166.316.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015123959/10.

(150134164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

**Eurointervention S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 33.350.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 8 juillet 2015*

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée générale extraordinaire des associés de la Société en date du 8 juillet 2015 que:

1. L'Assemblée générale décide de nommer Monsieur Raimundo Gutierrez Garcia, demeurant professionnellement rue Francisc Perez Cabrero 15, Barcelone, Espagne, Madame Mayra Romero Torres, demeurant professionnellement 8a Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et Monsieur Yannick Kantor demeurant professionnellement 8a Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Leurs mandats s'achèveront lors de l'Assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2021.

2. L'Assemblée générale accepte la démission de Monsieur Sébastien Fève en tant que commissaire aux comptes avec effet à ce jour.

3. L'Assemblée générale décide de nommer Madame Ana De Oliveira, demeurant professionnellement au 8A Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg en tant que commissaire aux comptes. Son mandat s'achèvera lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2021.

Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Pour extrait conforme

*Pour la Société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015123973/24.

(150134631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

**Farma Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

**Capital social: EUR 666.400,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 122.131.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Référence de publication: 2015123981/10.

(150133992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

**Fczequir S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1839 Luxembourg, 36, rue Joseph Junck.  
R.C.S. Luxembourg B 167.786.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015123983/10.

(150134871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

**Fczequir S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1839 Luxembourg, 36, rue Joseph Junck.  
R.C.S. Luxembourg B 167.786.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015123984/10.

(150134872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

**Elth S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7327 Steinsel, rue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 13.976.

—  
*Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue le 20 juillet 2015 au siège social de la Société*

L'assemblée décide de renouveler les mandats des administrateurs pour la durée de 3 ans.

Sont administrateurs:

- Maître René FALTZ, avocat à la Cour, demeurant à L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine,
- Monsieur René ELVINGER, entrepreneur industriel, demeurant à L-7246 Walferdange, 31, rue des Prés,
- Monsieur Paul EVINGER, économiste, demeurant à L-7210 Walferdange, 40 rue de l'Alzette,
- Monsieur Raymond MOHRBACH, ingénieur, demeurant à L-7347 Steinsel, 20 rue de la Libération.

Leur mandat prendra fin à l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2017.

L'Assemblée a décidé de nommer Monsieur René Elvinger comme administrateur-délégué de la Société et de lui conférer le pouvoir d'engager la Société par sa seule signature individuelle, et en toute circonstance, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2017.

L'Assemblée a élu la société ERNST & YOUNG S.A., ayant son siège social L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47 771, aux fonctions de réviseur d'entreprises pour l'exercice social se terminant au 31 décembre 2015.

Pour extrait conforme

ELTH S.A.

Signature

Référence de publication: 2015123957/24.

(150134378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---

**Eurointervention S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 33.350.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015123972/10.

(150134496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---

**Datogon S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1912 Luxembourg, 3, rue des Labours.

R.C.S. Luxembourg B 127.767.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23.07.2015.

Wolfgang Dürr / Anja Müller.

Référence de publication: 2015123907/10.

(150133949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---

**Ababi Holding, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 173.159.

—  
Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/7/2015.

Signature.

Référence de publication: 2015123740/10.

(150134136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---

**Fall Co 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 200.000,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 176.614.

—  
*Extrait des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 21 juillet 2015*

En date du 21 juillet 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Kenneth J. WEILLER de son mandat de gérant de classe A de la Société avec effet au 21 juillet 2015;

- de nommer Monsieur Muquarrab BIN KARIM, né le 14 septembre 1972 à Grimsby, Royaume-Uni, ayant l'adresse professionnelle suivante: 405, Lexington Avenue, 58<sup>th</sup> Floor, 10174 New York, Etats-Unis d'Amérique, en tant que nouveau gérant de classe A de la Société avec effet au 21 juillet 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Muquarrab BIN KARIM, gérant de classe A
- Madame Marie DRUINAUD, gérant de classe B
- Monsieur Elvin MONTES, gérant de classe B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Fall Co 2 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015123980/23.

(150134838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---

**Heyn 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund.  
R.C.S. Luxembourg B 114.472.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015124076/10.

(150134315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---

**Heyn 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund.  
R.C.S. Luxembourg B 114.473.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015124075/10.

(150134316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---

**Hera Germany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.  
R.C.S. Luxembourg B 197.859.

—  
Les statuts coordonnés au 2 juillet 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch  
Notaire

Référence de publication: 2015124072/11.

(150134727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---

**Angefin S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 88.770.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 29 mai 2015*

L'assemblée constate et accepte la démission de son poste d'administrateur de Madame Margrit GIOVANOLI, inscrite erronément sous Madame Margrith GIOVANOLI, en date du 28 août 2014 et décide de nommer en remplacement Madame Ninel DE-FAVERI-SENMACHE, directrice juridique, demeurant professionnellement au 1, Place Saint-Gervais, CH-1201 Genève.

D'autre part, l'assemblée révoque Monsieur Pedro MENDES de son poste d'administrateur et décide de nommer en remplacement Madame Ludivine ROCKENS, employée privée, avec adresse professionnelle au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

L'Assemblée ne renouvelle pas le mandat de commissaire aux comptes de la société FIDUO, mais nomme comme nouveau commissaire aux comptes la société AUDITEURS ASSOCIES, société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 32, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B93937.

Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes ainsi nommés viendra à échéance lors de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2015123760/23.

(150134273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---

**I-Wo 7 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 179.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 174.242.

—  
*Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 22 juillet 2015*

1. M. Jean-Christophe DAUPHIN a démissionné de son mandat de gérant.

2. M. Douwe TERPSTRA, administrateur de sociétés, né le 31 octobre 1958 à Leeuwarden (Pays-Bas), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant, pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour I-Wo 7 S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015124091/17.

(150134573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---

**Grand Hôtel Billia Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 77.170.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration*

Le conseil d'Administration prend acte de la décision prise par L.M.C. GROUP S.A., dont le siège social est au 8, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, B-73897, de renoncer à ses fonctions de dépositaire au sens de l'article 42 LSC lui alloués par décision du Conseil d'Administration prise le 28 janvier 2015.

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

*Pour GRAND HOTEL BILLIA HOLDING S.A.*

Signature

Référence de publication: 2015124059/14.

(150135131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---

**I-Wo 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 157.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 174.235.

—  
*Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 22 juillet 2015*

1. M. Jean-Christophe DAUPHIN a démissionné de son mandat de gérant.
2. M. Douwe TERPSTRA, administrateur de sociétés, né le 31 octobre 1958 à Leeuwarden (Pays-Bas), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant, pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour I-Wo 2 S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015124086/17.

(150134461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---

**I-Wo 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 176.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 174.236.

—  
*Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 22 juillet 2015*

1. M. Jean-Christophe DAUPHIN a démissionné de son mandat de gérant.
2. M. Douwe TERPSTRA, administrateur de sociétés, né le 31 octobre 1958 à Leeuwarden (Pays-Bas), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant, pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour I-Wo 3 S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015124087/17.

(150134475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---

**H.C.A. S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue JF Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 66.405.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015124064/10.

(150134613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---

**H & F Wings Lux 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 150.180.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Référence de publication: 2015124066/10.

(150134538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---



**I-Wo 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 123.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 174.239.

—  
*Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 22 juillet 2015*

1. M. Jean-Christophe DAUPHIN a démissionné de son mandat de gérant.
2. M. Douwe TERPSTRA, administrateur de sociétés, né le 31 octobre 1958 à Leeuwarden (Pays-Bas), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant, pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour I-Wo 4 S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015124088/17.

(150134505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---

**I-Wo 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 107.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 174.240.

—  
*Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 22 juillet 2015*

1. M. Jean-Christophe DAUPHIN a démissionné de son mandat de gérant.
2. M. Douwe TERPSTRA, administrateur de sociétés, né le 31 octobre 1958 à Leeuwarden (Pays-Bas), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant, pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour I-Wo 5 S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015124089/17.

(150134530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---

**International Campus Aachen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 191.626.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Campus Aachen S.à r.l.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015124098/11.

(150133965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---

**HDI Financing Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2417 Luxembourg, 10, rue de Reims.  
R.C.S. Luxembourg B 158.962.

—  
Les comptes annuels au 31 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015124081/9.

(150133849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---



**Fondation Hëllef fir d'Natur, Etablissement d'Utilité Publique.**

Siège social: L-1899 Kockelscheuer, 5, route de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg G 26.

*Conseil d'administration*

*Président*

Monsieur Patrick Losch, 6, rue Neihaischen, L-5368 Schuttrange  
né le 18.05.1958 à Luxembourg

*Vice-président*

Monsieur Claude Meisch, 29, rue de la Toison d'Or, L-2265 Luxembourg  
né le 13.08.1949 à Luxembourg

*Administrateur-secrétaire et Vice-président*

Monsieur Jean-Pierre Schmitz, 6, rue du Chemin de Fer, L-5351 Oetrange né le 26.07.48 à Wiltz

*Trésorier*

Madame Marie-Anne Pissinger, 23, rue de la Gare, L-3377 Leudelange née le 24.02.1946 à Luxembourg

*Membres*

Monsieur Robert Biwer, 8, rue Dr Fr. Baclesse, L-3215 Bettembourg  
né le 27.03.1957 à Esch/Alzette

Monsieur Eugène Conrad, 33, rue Basse, L-3316 Bergem  
né le 26.03.48 à Dudelange

Monsieur Frank Erasmey, 10, rue Joseph Felten, L-1508 Howald  
né le 25.05.59 à Clervaux

Monsieur Marco Gaasch, 33, Duerfstrooss, L-9678 Nothum  
né le 13.08.1958 à Wiltz

Monsieur Raymond Gloden, 43, rte du Vin, L-5447 Schwebsange  
né le 18.03.52 à Luxembourg

Monsieur Marc Heinen, 17, rue Thomm, L-9351 Bastendorf  
né le 03.12.55 à Diekirch

Monsieur Jean-Marie Schmitz, 2, rue des Champs, L-9907 Troisvierges  
né le 25.04.58 à Ettelbrück

Kockelscheuer, le 21 juillet 2015.

Référence de publication: 2015123988/34.

(150134294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

**Hôtel MEYER S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6310 Beaufort, 120, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 98.318.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015124082/10.

(150134261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

**International Real Estate Portfolio 08/09 - FTL S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 18, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 143.502.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015124100/10.

(150133947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

**Polo House S.A., Société Anonyme.****Capital social: EUR 200.000,00.**

Siège social: L-2229 Luxembourg, 17, rue du Nord.

R.C.S. Luxembourg B 182.864.

*Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue à Luxembourg extraordinairement en date du 8 juillet 2015 à 15h30*

L'assemblée générale des actionnaires a pris connaissance et a approuvé le renouvellement avec effet immédiat de:

Monsieur Yves DESCHENAUX, avec adresse privée au 19, rue de Crécy, L-1364 Luxembourg pour son mandat au Conseil d'administration en tant qu'administrateur A, jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes au 31 décembre 2015 qui se déroulera en 2016.

Monsieur Eric VAN DE KERKHOVE, avec adresse privée au 2, rue de Crécy, L-1364 Luxembourg pour son mandat au Conseil d'administration en tant qu'administrateur A, jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes au 31 décembre 2015 qui se déroulera en 2016.

Monsieur François THIRY, avec adresse privée au 28, rue de Luxembourg, L-8077 Bertrange, pour son mandat au Conseil d'administration en tant qu'administrateur B, jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes au 31 décembre 2015 qui se déroulera en 2016.

Monsieur Alain GODAR, avec adresse privée au 2, rue du Stade J.F. Kenneday, L-3502 Dudelange, pour son mandat au Conseil d'administration en tant qu'administrateur B, jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes au 31 décembre 2015 qui se déroulera en 2016.

L'assemblée générale des actionnaires a pris connaissance et a approuvé le renouvellement avec effet immédiat du mandat du Commissaire aux comptes:

VALIANNA SA, ayant son siège social au 34, rue Scheuerberg, L-5422 Erpeldange, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B85192, pour son mandat de Commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes au 31 décembre 2015 qui se déroulera en 2016.

*Le Mandataire*

Référence de publication: 2015123381/29.

(150133177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

**Fiducial Holding, Société Anonyme.**

Siège social: L-1952 Luxembourg, 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre.

R.C.S. Luxembourg B 169.613.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 14 juin 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1821 du 19 juillet 2012.

Les comptes annuels de la Société au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Le Conseil d'administration*

Référence de publication: 2015124005/15.

(150134606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

**Mithra Sàrl, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 53.859.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Le Gérant*

Référence de publication: 2015122316/10.

(150131382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

**Diatec International S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 372.000,00.**

Siège social: L-1227 Luxembourg, 3, rue Belle-Vue.  
R.C.S. Luxembourg B 39.706.

**Superbond S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 208.000,00.**

Siège social: L-1227 Luxembourg, 3, rue Belle-Vue.  
R.C.S. Luxembourg B 66.182.

—  
DIATEC HOLDING A.G.  
RECHTSSITZ IN 20122 MAILAND (ITALIEN),  
CAPPUCCINI-STR. Nr. 4,  
GESELLSCHAFTSKAPITAL Euro 8.000.000,00,  
STEUERNUMMER 01076000221,  
MEHRWERTSTEUERNUMMER 07891570157,  
EINGETRAGEN IM HANDELSREGISTER MAILAND  
UNTER DER NUMMER 01076000221  
REGISTER DER WIRTSCHAFTSTREIBENDEN R.E.A. MI-1189352

**GEMEINSAMER GRENZUEBERSCHREITENDER VERSCHMELZUNGSPLAN**

MITTELS UMGEKEHRTER EINVERLEIBUNG DER GESELLSCHAFTEN NACH LUXEMBURGER RECHT  
DIATEC INTERNATIONAL S.A. UND SUPERBOND S.A. IN DIE DIATEC HOLDING S.P.A.

(im Sinne des Art. 6 des italienischen Ermächtigungsdekretes 30. Mai 2008, Nr. 108 und der Artikel 257 und folgende des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915, in Umsetzung der Richtlinie 2005/56/CE des Europäischen Parlaments und der Richtlinie des Europäischen Rats 16. September 2009, n. 2009/101/CE hinsichtlich der grenzüberschreitenden Verschmelzungen der Kapitalgesellschaften)

**GEMEINSAMER VERSCHMELZUNGSPLAN**

MITTELS UMGEKEHRTER GRENZÜBERSCHREITENDER EINVERLEIBUNG DER ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFTEN INTERNATIONAL S.A. UND SUPERBOND S.A. IN DIE DIATEC HOLDING S.P.A.

(Art. 6 des italienischen Ermächtigungsdekretes 30. Mai 2008, Nr. 108 und Artikel 2501-ter des Zivilgesetzbuches und Art. 257 und folgende des Luxemburger Gesetzes 10. August 1915)

Im Sinne des Art. 6 des italienischen Ermächtigungsdekretes 30. Mai 2008, Nr. 108 und Artikel 2501-ter des italienischen Zivilgesetzbuches und der Artikel 257 und folgende des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915, hat der Verwaltungsrat der DIATEC HOLDING A.G. (nachfolgend die „Aufnehmende Gesellschaft“) mit Sitz in 20122 Mailand (MI), Cappuccini-Str. Nr. 4, Steuernummer 01076000221, Mehrwertsteuernummer 07891570157, und Eintragsnummer beim Handelsregister von Mailand 01076000221, der Verwaltungsrat der DIATEC INTERNATIONAL S.A. (nachfolgend die „Übertragende Gesellschaft“) mit Sitz in 1227 Luxemburg, Rue-Belle-Vue- Str. Nr. 3, eingetragen im Register des Handels und der Gesellschaften Sektion B unter der Nummer 39.706, und der Verwaltungsrat der SUPERBOND S.A. (nachfolgend die „Übertragende Gesellschaft“) mit Sitz in 1227 Luxemburg, Rue-Belle-Vue- Str. Nr. 3, eingetragen im Register des Handels und der Gesellschaften Sektion B unter der Nummer 66.182, folgenden gemeinsamen Verschmelzungsplan vorbereitet und erstellt.

*Prämissen*

Bevor die Bedingungen der diesbezüglichen Gesetzesbestimmungen aufgezeigt werden, weisen die Verwaltungsorgane darauf hin, dass im Zusammenhang mit einer Reorganisation der aktuellen Gruppenstruktur und der Maßnahmen eine Kostenreduzierung, vorliegender Verschmelzungsplan die Realisierung einer umgekehrten grenzüberschreitenden Verschmelzung mittels Einverleibung der Gesellschaften Diatec International S.A. und Superbond S.A. in die Diatec holding A.G. vorsieht.

Der Art. 4 des italienischen Ermächtigungsdekretes 30/05/2008, Nr. 108 sieht konkret vor: „Außer was ausdrücklich durch das vorliegende Dekret vorgesehen ist, finden für die an der Verschmelzung beteiligten italienischen Gesellschaften der Titel V, Kapitel X, Sektion II des Fünften Buches des Zivilgesetzbuches Anwendung“. Unter den zitierten Bestimmungen fällt auch der Art. 2505 des italienischen Zivilgesetzbuches, welcher, auch wenn dieser sich nur auf die Einverleibung von zur Gänze beteiligten Gesellschaften bezieht, laut maßgebender Doktrin auch auf die umgekehrte Verschmelzung der kontrollierenden Gesellschaft in die kontrollierte Gesellschaft angewandt werden kann, so dass auch andere Tatbestände, welche nicht ausdrücklich von den Bestimmungen geregelt sind, diese Bestimmung betreffen. Die Doktrin (Richtlinie Nr. 22 vom 18. März 2004 des Notariatskollegiums von Mailand) hat im Allgemeinen die Auffassung

vertreten, dass die vereinfachte Prozedur gemäß des zitierten Art. 2505 analog für alle anderen Tatbestände angewandt werden kann, wo kein Umtauschverhältnis, bzw. ein Umtauschverhältnis vorliegt, dies aber keine effektive Verlagerung der Vermögen der Gesellschaften bewirkt. Dies erfolgt, unter anderem, auch bei Verschmelzungen zwischen Gesellschaften, welche direkt oder indirekt von einem einzigen Gesellschafter kontrolliert werden; wie auch bei umgekehrten Verschmelzungen, wenn die zur Gänze kontrollierte Gesellschaft die Gesellschaft, welche diese besitzt, einverleibt wird.

Es wird vorausgeschickt, dass die Aufnehmende Gesellschaft DIATEC HOLDING A.G. wie folgt gehalten wird:

- Gesellschafter Diatec International S.A., Nominalwert Aktien Euro 3.868.440,00, Anzahl Aktien 386.844, entspricht 43,26% des Gesellschaftskapitals;

- Gesellschafter Superbond S.A., Nominalwert Aktien Euro 3.868.440,00, Anzahl Aktien 386.844, entspricht 43,26% des Gesellschaftskapitals;

- Gesellschafter Diego Mosna, physische Person, Nominalwert Aktien Euro 263.120,00, Anzahl Aktien 26.312, entspricht 3,29% des Gesellschaftskapitals.

Während die übertragenden Gesellschaften DIATEC INTERNATIONAL S.A. und SUPERBOND S.A. wie folgt gehalten werden:

DIATEC INTERNATIONAL S.A.:

- Gesellschafter Superbond S.A., Anzahl Aktien 299, Gesamtnominalwert Euro 74.139,60, entspricht 19,93% des Gesellschaftskapitals;

- Gesellschafter Diego Mosna, physische Person, Anzahl Aktien 1.201, Gesamtnominalwert Euro 297.860,40, entspricht 80,07% des Gesellschaftskapitals.

SUPERBOND S.A.:

- Gesellschafter Diego Mosna, physische Person, Anzahl Aktien 400, Nominalwert Aktie Euro 520,00, Gesamtnominalwert Euro 208.000,00, entspricht 100% des Gesellschaftskapitals. Die Gesellschafterstruktur kann graphisch wie folgt erstellt werden:

<ATTIMAGE>

Es handelt sich somit um einen ähnlichen Tatbestand der umgekehrten grenzüberschreitenden Verschmelzung mittels Einverleibung einer zur Gänze kontrollierten Gesellschaft im Sinne des Art. 2505 des italienischen Zivilgesetzbuches, mit der Folge, dass kein Bericht der Sachverständigen (Art. 2501-sexies Zivilgesetzbuch) und kein Bericht des Verwaltungssorgans (Art. 2501-quinquies Zivilgesetzbuch) zu erstellen ist, wie auch die Punkte 3), 4) und 5) des ersten Absatzes des Art. 2501-ter des Zivilgesetzbuches keine Anwendung finden; somit sind mit vorliegendem Beteiligungsverhältnis, der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften, auch indirekt, auf einen einzigen Gesellschafter zurückzuführen.

Die umgekehrte grenzüberschreitende Verschmelzung mittels Einverleibung muss im Rahmen der italienischen gesetzlichen Bestimmungen abgeschlossen werden, wobei für die Aufnehmende Gesellschaft Diatec holding A.G. und für die Übertragenden Gesellschaften Diatec International S.A. und Superbond S.A., die jeweils diesbezüglichen italienischen Bestimmungen gemäß Ermächtigungsdekret Nr. 108/2008 und die des Luxemburger Rechts gemäß Art. 257 bis Art. 284 des Gesetzes 10. August 1915, und für den Rest, unter Berücksichtigung der Vorschriften der Richtlinie 2005/56/CE vom 26. Oktober 2005 und den diesbezüglichen nationalen Bestimmungen, Anwendung finden. Bei unterschiedlicher Auslegung der Gesetzesbestimmungen, gilt das italienische Recht.

Der vorliegende gemeinsame Verschmelzungsplan ist unter Berücksichtigung der Bestimmungen über die grenzüberschreitenden Verschmelzungen, sowie, wo anwendbar, der Bestimmungen des italienischen Gesetzes und des Luxemburger Gesetzes im Bereich der Verschmelzungen, erstellt worden.

Mit vorliegender umgekehrten grenzüberschreitenden Verschmelzung werden die Übertragenden Gesellschaften in die Aufnehmende Gesellschaft durch Übernahme der gesamten Aktiva und der gesamten Passiva der Übertragenden Gesellschaften einverleibt, damit eine universale Rechtsnachfolge, mit gleichzeitiger Auflösung ohne Liquidation der Übertragenden Gesellschaften, stattfindet.

**1. Angewandtes Recht.** Der vorliegende gemeinsame grenzüberschreitende Verschmelzungsplan wurde gemäß Vorgaben der folgenden Bestimmungen erstellt:

IN LUXEMBURG: die Artikel 257 und folgende des Luxemburger Rechts vom 10. August 1915 und nachfolgende Änderungen über die Handelsgesellschaften, welche die Verschmelzungen zwischen Gesellschaften von Luxemburg regeln, und ausdrücklich die Verschmelzung einer Gesellschaft von Luxemburg mit einer ausländischen Gesellschaft ermächtigen, vorbehaltlich der ausländischen Bestimmungen des Verbots einer solchen Verschmelzungsoperation.

IN ITALIEN: das Ermächtigungsdekret Nr. 108 vom 30. Mai 2008 und die Artikel 2501 und nachfolgende des italienischen Zivilgesetzbuches.

**2. Rechtsform, Firmenbezeichnung und Sitz der an der Verschmelzung Beteiligten Gesellschaften. AUFNEHEMENDE GESELLSCHAFT**

Firmenbezeichnung: Diatec holding A.G.

Rechtsform: Aktiengesellschaft des italienischen Rechts

Sitz: 20122 Mailand (Italien), Cappuccini-Strasse Nr. 4

Gesellschaftskapital: Euro 8.000.000,00, zur Gänze eingezahlt  
Steuernummer und Eintragung im Handelsregister Mailand: 01076000221  
Mehrwertsteuernummer: 07891570157

Nach erfolgter Durchführung der Verschmelzung wird die Aufnehmende Gesellschaft dieselbe Rechtsform, Firmenbezeichnung und Rechtssitz beibehalten und nach italienischem Recht geregelt sein.

#### UEBERTRAGENDE GESELLSCHAFTEN

Firmenbezeichnung: Diatec International S.A.

Rechtsform: anonyme Aktiengesellschaft des Luxemburger Rechts

Sitz: 1227 Luxemburg, Rue Belle-Vue Nr. 3

Gesellschaftskapital: Euro 372.000,00, zur Gänze eingezahlt

Eintragung im Register des Handels und der Gesellschaften: Sektion B Nr. 39.706

Firmenbezeichnung: Superbond S.A.

Rechtsform: anonyme Aktiengesellschaft des Luxemburger Rechts

Sitz: 1227 Luxemburg, Rue Belle-Vue Nr. 3

Gesellschaftskapital: Euro 208.000,00, zur Gänze eingezahlt

Eintragung im Register des Handels und der Gesellschaften: Sektion B Nr. 66.182

**3. Satzung der Aufnehmenden Gesellschaft.** Im Zusammenhang mit der gemeinsamen grenzüberschreitenden Verschmelzung mittels Einverleibung der DIATEC INTERNATIONAL S.A. und der SUPERBOND S.A., wird die Satzung der DIATEC HOLDING A.G. keine Veränderung erfahren und es wird auch nicht das Gesellschaftskapital verändert, da die an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften, auch indirekt, einen einzigen Gesellschafter betreffen.

Der vollinhaltliche Text der Satzung der DIATEC HOLDING A.G., ist auf jeden Fall dem vorliegenden Verschmelzungsplan unter Anlage A) beigelegt und stellt integrierenden und substantiellen Bestandteil dar.

**4. Umtauschverhältnis.** Im Sinne des Art. 2505 des italienischen Zivilgesetzbuches, des Art. 18 des Ermächtigungsdekrets Nr. 108/2008 und des Art. 266 des Luxemburger Rechts vom 19. August 1915, bestehen nicht die Voraussetzungen für die Festlegung eines Umtauschverhältnisses. Wie bereits in den Prämissen erläutert, ist das Gesellschaftskapital der Übertragenden Gesellschaften zur Gänze indirekt von einem einzigen Gesellschafter gehalten; deshalb wird die Geschäftsoperation ohne Ausgabe von neuen Aktien und somit ohne eine Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Aufnehmenden Gesellschaft durchgeführt. Folglich wird auch kein Umtauschverhältnis festgelegt, und mit der Unterzeichnung des Verschmelzungsaktes werden die gesamten Aktien hinsichtlich des Gesellschaftskapitals der Übertragenden Gesellschaften ohne Ersatz und ohne Ausgabe von neuen Aktien der Aufnehmenden Gesellschaft annulliert, wobei die Aktien der Übernehmenden Gesellschaft direkt dem einzigen Gesellschafter der Übertragenden Gesellschaften zugewiesen werden.

**5. Art und Weise der Zuordnung der Aktien der Aufnehmenden Gesellschaft.** Wie bereits eingehend im vorhergehenden Punkt 4) angegeben, wird die Aufnehmende Gesellschaft keine Aktien als Ersatz der von den Übertragenden Gesellschaften gehaltenen Aktien an der Übernehmenden Gesellschaft, welche mit der Verschmelzung annulliert werden, ausstellen, sondern es werden die Aktien, welche vorher durch die Übertragenden Gesellschaften an der Übernehmenden Gesellschaft gehalten wurden, annulliert. Gleichzeitig werden neue Aktien ausgestellt, welche direkt dem einzigen Gesellschafter der Übertragenden Gesellschaften zugewiesen werden.

**6. Datum der Gewinnbeteiligung.** Wie bereits eingehend im vorhergehenden Punkt 4) und in den Prämissen angegeben, wird die vorliegende umgekehrte Verschmelzung durch Einverleibung mit der einfachen Prozedur gemäß Art. 2505 des italienischen Zivilgesetzbuches und des Art. 18 des italienischen Ermächtigungsdekretes Nr. 108/2008 und des Art. 266 des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 durchgeführt, da es sich um eine Verschmelzung mittels Einverleibung von Gesellschaften, die im Besitz eines einzigen Gesellschafters sind, handelt. Folglich muss die Art und Weise der Zuordnung der Aktien der Aufnehmenden Gesellschaft nicht ermittelt werden, und deshalb ist es auch nicht notwendig das Datum anzugeben ab welchem diese Aktien am Gewinn beteiligt sind. Nach erfolgter Eintragung des Verschmelzungsaktes im Handelsregister im Sinne des Art. 2504 des italienischen Zivilgesetzbuches, werden sämtliche Aktien der Übertragenden Gesellschaften annulliert.

#### **7. Wirkung der Verschmelzung und der Zuordnung der Operationen der Übertragenden Gesellschaft in der Bilanz der Aufnehmenden gesellschaft.**

##### a) Wirksamkeit der Verschmelzung

Für die Aufnehmende Gesellschaft, welche eine Gesellschaft des italienischen Rechts ist, hat die umgekehrte grenzüberschreitende Verschmelzung seine Wirksamkeit im Sinne des Art. 15 des italienischen Ermächtigungsdekretes Nr. 108/2008 und des Art. 273 ter des Luxemburger Rechts mittels Eintragung des Verschmelzungsaktes im Handelsregister, wo sich der Sitz der Aufnehmenden Gesellschaft befindet. Im Sinne des Art. 13, Absatz 1 des italienischen Ermächtigungsdekretes Nr. 108/2008 müssen vor Einreichung des Antrages auf Eintragung des Verschmelzungsaktes seitens des Notars, folgende Kontrollen in Bezug auf die Rechtmäßigkeit durchgeführt werden:



- die an der grenzüberschreitenden Verschmelzung beteiligten Gesellschaften müssen ein gemeinsames Verschmelzungsprojekt genehmigt haben;

- die Bestätigungen hinsichtlich der grenzüberschreitenden Verschmelzung aller beteiligten Gesellschaften müssen vorliegen, welche die ordnungsgemäße Durchführung, in Anwendung des angewandten Rechts, der Akten und der Formalitäten der grenzüberschreitenden Verschmelzung belegen;

- falls zutreffend, müssen die Verfahren zur Beteiligung der Arbeitnehmer, sofern die Voraussetzungen gemäß Art. 19 des italienischen Ermächtigungsdokretes vom 30. Mai 2008, Nr. 108 bestehen, festgelegt worden sein.

Die grenzüberschreitende Verschmelzung bewirkt die universale Rechtsnachfolge mit Übernahme der Rechte und Pflichten der Übertragenden Gesellschaften, und Weiterführung sämtlicher Beziehungen, auch prozessrechtlicher Art, vor der Verschmelzung.

Zum Zeitpunkt der Wirksamkeit der Verschmelzung im Sinne des italienischen und des Luxemburger Rechts:

- sind die Übertragenden Gesellschaften als Rechtspersönlichkeit erloschen und ihre Aktien werden annulliert;
- die Aufnehmende Gesellschaft tritt die universale Rechtsnachfolge mit Übernahme sämtlicher Aktiva und Passiva, materieller oder immaterieller Art, der Übertragenden Gesellschaften an.

Das Handelsregister von Mailand wird im Sinne des Artikels 15 Absatz 4 des Ges. Dekretes vom 30. Mai 2008 Nr. 108, die rechtliche Wirksamkeit der Verschmelzung dem Register des Handels und der Gesellschaften in Luxemburg mitteilen, welche dann die Löschung der Übertragenden Gesellschaften durchführt.

#### b) Steuerliche und buchhalterische Wirksamkeit der Verschmelzung

Ausschließlich für die Festlegung des Datums ab welchem die Aktien der Aufnehmenden Gesellschaft am Gewinn beteiligt sind und des Datums ab welchem die Operationen der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften in der Bilanz der Übernehmenden Gesellschaft übernommen werden, gilt die Wirksamkeit ab 00.01 Uhr des ersten Tages des Geschäftsjahres in welchem die rechtliche Wirksamkeit, wie oben erwähnt, als durchgeführt gilt, und zwar wie gemäß Art. 2504-bis, Absatz 3 des italienischen Zivilgesetzbuches und des Art. 179, Absatz 1 und 172 Absatz 9 des Dekretes des Präsidenten der Italienischen Republik Nr. 917/1986 vorgesehen.

Im Allgemeinen, bauen die steuerlichen Bestimmungen der umgekehrten grenzüberschreitenden Verschmelzung auf den Grundsatz der Steuerneutralität auf, so wie im Art. 179 des Einheitstextes für direkte Steuern Dekret des Präsidenten der Italienischen Republik Nr. 917/1986 verankert. Dies bewirkt keine Realisierung oder Ausschüttung von Mehrerlösen oder Mindererlösen von Gütern der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften, inklusiv der Lagerbestände und des Firmenwertes.

Im Sinne der indirekten Steuern, ist die Verschmelzung eine Geschäftsoperation außerhalb des Anwendungsbereiches der Mehrwertsteuer gemäß Art. 2, Absatz 3, Buchstabe f) des Dekretes des Präsidenten der Italienischen Republik Nr. 633/1972.

**8. Die Behandlung die Gegebenenfalls Besonderen Gruppen von Gesellschaftern und Inhabern von Wertpapieren, Die Keine Aktien Darstellen. Zustatten Kommen.** Im Zusammenhang mit der Verschmelzung, sind keine besonderen Rechte für spezifische Kategorien der Anteilsinhaber oder einzelner Inhaber anderer Wertepapiere als Aktien vorgesehen.

**9. Die Besonderen Vorteile, Die Gegebenenfalls für Personen Vorgeschlagen Werden, Denen die Geschaeftsführung der an der Verschmelzung Beteiligten Gesellschaften Zusteht.** Es sind keine besonderen Vorteile zu Gunsten des Verwaltungorgans der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften vorgesehen.

**10. Die Besonderen Vorteile, Die Gegebenenfalls für Personen Vorgeschlagen Werden, Denen die Kontrolle der an der Verschmelzung Beteiligten Gesellschaften Zusteht.** Es sind keine besonderen Vorteile den Mitgliedern des Kontrollorgans der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften oder an Dritte, auch Sachverständigen, im Zusammenhang mit der Verschmelzung gewährt worden.

Kein Revisor oder Sachverständiger ist von den an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften ernannt worden, da das italienische Zivilgesetz und das Ermächtigungsdokret Nr. 108/2008 bei vereinfachter Prozedur der Verschmelzungen von der Erstellung eines Berichts des Sachverständigen befreit ist, und dieser auch im Sinne der Artt. 278 und 280 des Luxemburger Gesetzes nicht erforderlich ist.

**11. Wirtschaftliche Begründung der Umgekehrten Grenzüberschreitenden Verschmelzung.** Der vorliegende Verschmelzungsplan - und im Allgemein die Verschmelzungsoperation - ergibt sich aus der Notwendigkeit der Konzentration bei der Aufnehmenden Gesellschaft sämtlicher von den Übertragenden Gesellschaften vorher unabhängig durchgeführten Tätigkeiten. Die Geschäftsoperationen beinhalten einen Prozess der Vereinfachung und Gesellschafterreorganisation der Aufnehmenden Gesellschaft, mit dem Ziel der Erreichung einer größeren Flexibilität der internen Prozesse und einer Einsparung der Kostenstruktur. Aufgrund der vorgeschlagenen Gesellschafterreorganisation mittels vorliegenden Verschmelzungsplan, wird man eine Vereinfachung der Beteiligungsstruktur der beteiligten Gesellschaften erhalten, sowie auch, aufgrund der bisher getrennt ausgeführten Tätigkeiten von zwei Gesellschaften, eine Optimierung der Verwaltung der Ressourcen und der Finanzflüsse erreichen. Die Vereinigung in einer einzigen Gesellschaft - der italienischen Subholding Diatec holding A.G. - der Tätigkeiten der Haltung und Verwaltung von Beteiligungen, derzeit durch die Übernehmenden Gesellschaften Diatec International S.A. und Superbond S.A. ausgeführt, vereinfacht die Kontrolle über die beteiligten Gesellschaften, mit der Folge einer entsprechenden augenscheinlichen Reduzierung der Kosten im Zusammenhang mit der

Beteiligungsstruktur der Gruppe, und vermeidet somit eine Verdoppelung von Kompetenzen, größeren Zeitaufwand und die Komplexität in der Anwendung von zwei verschiedenen Gesetzesbestimmungen.

Diesen wirtschaftlichen Gründen der Verschmelzung stellen sich noch die Aufhebung von Verdoppelungen im Verwaltungsbereich, mit entsprechenden allgemeinem Kostenersparnis hervorgehend aus der unternehmerischen Tätigkeit mittels einer einzigen Gesellschaft, anstatt der derzeitigen drei Gesellschaften. Die Vereinheitlichung der betrieblichen Strukturen, welche die angekündigte Verschmelzung beinhalten, bewirkt die Verfolgung von spezifischen wirtschaftlichen Interessen, wie die Vereinheitlichung der Betriebsstruktur und die operative und verwaltungstechnische Kosteneinsparung.

Zusammenfassend, kann man die erwarteten Auswirkungen der Reorganisation der Gruppe wie folgt wiedergeben:

- Verkleinerung der Kostenstruktur;
- Vereinfachung der Finanzflüsse;
- Vereinfachung der Beteiligungsstruktur der Gruppe in Hinblick auf die Zerstückelung der aktuellen Beteiligungsverhältnisse der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften

**12. Absichten Bezüglich der Weiterführung oder Einstellung der Tätigkeit.** Die ausgeführten Tätigkeiten der Übertragenden Gesellschaften werden durch die Aufnehmende Gesellschaft fortgesetzt. Man sieht voraus, dass die Verschmelzung keine negativen Auswirkungen auf die Gesellschaftstätigkeit haben wird.

**13. Genehmigung der Beschlüsse für die Durchführung der Verschmelzung.** Im Sinne der Satzung der Aufnehmenden Gesellschaft, wird die Verschmelzung von der außerordentlichen Gesellschafterversammlung mittels notarieller Urkunde nicht vor Ablauf der Frist von 30 Tagen nach Veröffentlichung im Amtsblatt der Republik Italien der Informationen gemäß Art. 7 des italienischen Ermächtigungsdekretes Nr. 108/2008, genehmigt.

Im Sinne des Art. 262 des Luxemburger Gesetzes, wird die Verschmelzung mittels Beschluss der Gesellschafter der Übertragenden Gesellschaften mittels notarieller Urkunde, soweit erforderlich im Sinne der Artt. 279 Absatz 2 und 280 des Luxemburger Gesetzes, nicht vor Ablauf der Frist von 30 Tagen nach Veröffentlichung im Memorial in Luxemburg des gemeinsamen Verschmelzungsplans durchgeführt.

**14. Voraussichtliche Auswirkungen der Verschmelzung auf die Beschäftigung.** Zum Zeitpunkt der Genehmigung des gemeinsamen Verschmelzungsplans seitens des Verwaltungsrates der Aufnehmenden Gesellschaft beschäftigt diese 14 Angestellte. Die Verschmelzung hat keine Auswirkungen auf die diesbezüglichen Arbeitsverhältnisse.

Zum Zeitpunkt der Genehmigung des gemeinsamen Verschmelzungsplans seitens des Verwaltungsrates der Übertragenden Gesellschaften beschäftigt diese kein lohnabhängiges Personal.

Trotz des vorher aufgezeigten, im Sinne des Art. 265 des Luxemburger Gesetzes und des Art. 8 des italienischen Ermächtigungsdekretes Nr. 108/2008, werden sämtliche Unterlagen der Verschmelzung der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften, den Angestellten mindestens einen Monat vor Abhaltung der außerordentlichen Gesellschafterversammlungen hinsichtlich der Verschmelzung zur Verfügung gestellt.

**15. Verfahren zur Beteiligung der Arbeitnehmer.** Keine der an der Verschmelzung beteiligte Gesellschaft überschreitet den Schwellenwert für die Ernennung der Repräsentanten der Arbeitnehmer; aus diesem Grund finden die Bestimmungen der Artikel L426-1 und folgende des Luxemburger Arbeitsrechts und des Art. 265 des Luxemburger Gesetzes über die Vertretung der Arbeitnehmer keine Anwendung.

Der Art. 19 des italienischen Ermächtigungsdekretes Nr. 108/2008 sowie der Art. 261 Absatz 4 Buchstabe c) des Luxemburger Gesetzes, welche die Beteiligung der Arbeitnehmer regeln, kommen bei der vorliegenden Verschmelzung nicht zur Anwendung, da keine an der Verschmelzung beteiligte Gesellschaft eine Prozedur der Beteiligung der Arbeitnehmer vorsieht und keine Gesellschaft mehr als fünfhundert Arbeitnehmer beschäftigt.

**16. Angaben zur Bewertung des Aktiv- und Passivvermögens.** Die Bewertung des Aktiv- und Passivvermögens der Übertragenden Gesellschaften erfolgt auf der Grundlage einer Vermögenssituation zum 31. Mai 2015 der Übertragenden Gesellschaften. Das Aktiv- und Passivvermögen wird zu den Buchwerten zum Zeitpunkt der Wirksamkeit gemäß vorhergehendem Punkt 6) ausgewiesen.

Die Bewertung des Aktiv- und Passivvermögens der Aufnehmenden Gesellschaften erfolgt auf der Grundlage der Bilanz zum 31.12.2015.

**17. Rechte der Gläubiger.** Im Sinne des Art. 268 des Luxemburger Rechts vom 10. August 1915 haben eventuelle Gläubiger der Übertragenden Gesellschaften Diatec International S.A. und Superbond S.A. das Recht Widerspruch gegen die Verschmelzung beim zuständigen Gericht in Luxemburg einzulegen, und Garantien auf das Aktivvermögen und Passivvermögen der Übertragenden Gesellschaften zu verlangen, sofern das Gericht die Auffassung vertritt, dass die vorgeschlagene Verschmelzung die Gläubiger der Übertragenden Gesellschaften schädigen könnte.

Im Sinne des Artikels 2503 des italienischen Zivilgesetzbuchs können die Gläubiger der Aufnehmenden Gesellschaft Widerspruch gegen die Verschmelzung innerhalb 60 Tagen ab Eintragung des Beschlusses zur Genehmigung des Verschmelzungsprojektes beim zuständigen italienischen Handelsregister vor dem Landesgericht Mailand.

Zusätzliche Informationen können beim Rechtssitz der Aufnehmenden Gesellschaften angefragt werden

Im Sinne des Art. 7 des italienischen Ermächtigungsdekretes Nr. 108/2008 werden diese Informationen mittels Veröffentlichung im Amtsblatt der Italienischen Republik gemäß vorhergehendem Punkt 13) dargelegt.



**18. Formalitäten.** Die Aufnehmende Gesellschaft wird:

- sämtliche gesetzlichen Veröffentlichungen im Zusammenhang mit der Verschmelzung durchführen;
- sämtliche Erklärungen abgeben und sämtliche Formalitäten für die Ausführung der Verwaltungserledigungen für den Fortbestand des Aktivvermögens und des Passivvermögens der Übertragenden Gesellschaften durchführen;
- sämtliche Formalitäten für die Übertragung des Aktivvermögens und des Passivvermögens durchzuführen, damit diese gegenüber Dritten geltend gemacht werden können.

Mailand, 28. Juli 2015

*FÜR DIE AUFNEHMENDE GESELLSCHAFT*  
 DIATEC HOLDING A.G.  
 Cav. Diego Mosna  
*Der Präsident des Verwaltungsrates*

Luxemburg, le 28. Juli 2015

*FÜR DIE ÜBERTRAGENDE GESELLSCHAFTEN*  
 DIATEC INTERNATIONAL S.A.  
 Stefano Corvo  
*Der delegierte Verwalter*

Luxemburg, 28. Juli 2015

SUPERBOND S.A.  
 Stefano Corvo  
*Der delegierte Verwalter*

### **Annex 1. Statuten der Aufnehmenden Gesellschaft**

#### SATZUNG DER GESELLSCHAFT "DIATEC HOLDING A.G."

#### **Bezeichnung - Zweck - Sitz - Dauer"**

##### **Art. 1.**

1.1 Es ist eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung „DIATEC HOLDING A.G.“ gegründet.

##### **Art. 2.**

2.1 Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Mailand.

2.2 Das Verwaltungsorgan kann den Sitz innerhalb des italienischen Staatsgebietes verlegen und Niederlassungen und operative lokale Einheiten errichten oder auflösen.

##### **Art. 3.**

3.1 Die Gesellschaft hat folgende Tätigkeiten zum Gegenstand:

- die Ausübung nicht gegenüber der Öffentlichkeit des Erwerbes von Beteiligungen, Gewährung von Finanzierungen in jeglicher Form, die Erbringung von Dienstleistungen im Bereich des Zahlungsverkehrs und Wechselgeld, so wie gemäß Art. 113 des Ermächtigungsdekretes 01.09.1993, Nr. 385 vorgesehen;
- die Erbringung von technischen Dienstleistungen in der Verwaltung im Auftrag von beteiligten und nicht beteiligten Unternehmen im Bereich der Finanztätigkeit, Handelstätigkeit,

Buchhaltungstätigkeit: beispielsweise die Aufnahme, Übertragung und Ausarbeitung von Daten, Tätigkeit für die Verwaltung der Buchhaltung, die Verwaltung der Kunden und deren Inkasso, der Lieferanten und deren Bezahlung, die Vorbereitung von Arbeitsdokumenten und anderen Ausarbeitungen, wie z.B. Buchhaltung Übersichten und Verwaltungsberichte. Die Gesellschaft darf Dienstleistungen im Bereich der Informatik mittels Beratungen und der Realisierung von informatisierten Programmen erbringen; die Erbringung von Dienstleistungen für die technische Fortbildung durch die Organisation von Kursen, Vorträgen und Veröffentlichungen; die Erbringung von Dienstleistungen mittels der Verwaltung von Datenbanken. Es sind jedenfalls jene Tätigkeiten, welche den Freiberuflern vorenthalten sind, ausgeschlossen;

- die Tätigkeit des Einkaufs, der Errichtung, des Verkaufs und der Verwaltung, im eigenen Namen, von zivilen Immobilien, Handelsimmobilien, Industrieimmobilien und landwirtschaftliche Immobilien;

- die Tätigkeit der Erbringung von Dienstleistungen im Bereich der Vermarktung und des Marketing, auch in der Eigenschaft eines Kommissionärs, Agentur, Vertretung bezüglich des Handels von Waren der abhängigen und verbundenen Unternehmen.

3.2 Zur Erreichung des Gesellschaftszwecks, kann die Gesellschaft jegliche Handels-, Industrie-, und Immobilienoperationen tätigen; in diesem Zusammenhang kann sie, nicht vorwiegend und jedenfalls ausgenommen die Tätigkeiten

gegenüber der Öffentlichkeit, jegliche Finanzgeschäfte und Mobiliargeschäfte tätigen, Bürgschaften, Kautionen, Garantien erteilen, auch gegenüber Dritten.

3.3 Vorbehaltlich der Verfügung des Art. 2361 des Zivilgesetzbuches, kann die Gesellschaft Beteiligungen in Unternehmen, Körperschaften oder Gesellschaften, welche den gleichen oder ähnlichen Zweck haben, ankaufen und verkaufen, nur zum Zweck der Erreichung des Gesellschaftszweckes, und nicht gegenüber der Öffentlichkeit, sowie vorübergehende Unternehmenszusammenschlüssen gründen oder sich beteiligen.

#### **Art. 4.**

4.1 Die Dauer der Gesellschaft ist bis zum 31. (einunddreißig) Dezember 2050 (zweitausendfünfzig) festgelegt außer Verlängerungen oder vorzeitige Auflösung gemäß Gesetz oder der Satzung.

### **Gesellschaftskapital - Finanzierungen**

#### **Art. 5.**

5.1 Das Gesellschaftskapital beträgt Euro 8.000.000,00 (acht Millionen Null Null). Es ist in 800.000 (achthunderttausend) Aktien zum Nominalwert von Euro 10 (zehn) aufgeteilt.

Jedem Gesellschafter wird ein eigenes namentliches Zertifikat ausgestellt, welches, abgesehen von den Eckdaten der Gesellschaft (Bezeichnung, Sitz, Gesellschaftskapital), die Angabe der dem Inhaber zustehenden Anzahl der Aktien beinhalten.

Das Zertifikat muss von einem Verwalter der Gesellschaft unterzeichnet werden. Das Zertifikat kann übertragen werden, auch nur als Garantie, mit denselben Modalitäten, welche für die Übertragung von Aktien laut Gesetz vorgesehen sind (somit auch für die Unterzeichnung).

5.2 Das Gesellschaftskapital kann mittels außerordentlicher Gesellschafterversammlung durch Einzahlung (mittels Geldeinbringung oder auch in Naturalien) erhöht werden, oder auch unentgeltlich (mittels Übertragung an das Kapital von Reserven oder anderer verfügbare Fonde).

5.3 Die Versammlung, mittels eines eigenen Beschlusses in außerordentlicher Sitzung, kann dem Verwaltungsorgan die Befugnis der Erhöhung des Gesellschaftskapitals, einmal oder mehrmals, erteilen, und zwar bis zu einem festgelegten Betrag und bis zu einem festgesetzten Termin von fünf Jahren ab Gesellschafterbeschluss, wobei jedenfalls das Optionsrecht nicht ausgeschlossen oder begrenzt werden darf. Der Beschluss der Erhöhung des Gesellschaftskapitals seitens des Verwaltungsorgans in Ausführung der erhaltenen Vollmachten, muss jedenfalls von einem Notar verfasst werden.

5.4 Die Erhöhung des Gesellschaftskapitals darf nicht bis vollkommenen Freistellung der vorher ausgestellten Aktien durchgeführt werden.

#### **Art. 6.**

6.1 Das Gesellschaftskapital kann in den Fällen und mit den Modalitäten gemäß Gesetz mittels Beschluss der Gesellschafterversammlung in außerordentlichen Sitzung reduziert werden.

#### **Art. 7.**

7.1 Das Domizil der Gesellschafter, in Bezug auf die Beziehungen mit der Gesellschafter oder zwischen den Gesellschaftern, ist jenes welches laut Gesellschafterbuch ersichtlich ist.

7.2 Die Gesellschafter haben im Sinne der geltenden Gesetzesverfügungen das Recht die obligatorischen Gesellschaftsbücher zu begutachten und Auszüge auf eigene Spesen zu erhalten.

7.3 Die Gesellschafter können, auf Anfrage des Verwaltungsorgans und gemäß der geltenden Steuergesetzesvorschriften, Finanzierungen in Konto Kapital oder zinsenlose oder verzinsten Finanzierungen, welche keine Spareinlagen von der Öffentlichkeit im Sinne der Gesetzesbestimmungen und der Kreditbestimmungen darstellen, gewähren.

### **Beteiligungen - Übertragung der Aktien Oder der Beteiligungen**

#### **Art. 8.**

8.1 Zuweisungen einer Beteiligung, auch nicht proportional, der Einbringungen sind zulässig, sofern der Gesamtbetrag der Einbringungen berücksichtigt wird. Bei fehlender spezifischer Angabe, wird jedem Aktionär eine Anzahl an Aktien im proportionalem Verhältnis in Bezug auf das gezeichnete Gesellschaftskapital und für einen nicht höheren Betrag der erfolgten Einbringung zuerkannt.

8.2 Die Aktien beinhalten für die Inhaber die gleichen Rechte. Jedenfalls können mittels eigenem Beschluss der außerordentlichen Gesellschafterversammlung, eigene spezifische Kategorien von Aktien mit besonderen Rechten im Sinne des Art. 2348 und folgende des Zivilgesetzbuches ausgegeben werden. In diesem Fall, müssen die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung, welche einer dieser Rechte gefährden, auch von der spezifischen Gesellschafterversammlung mit diesen besonderen Rechten, genehmigt werden. Für diese spezifischen Gesellschafterversammlungen finden die Bestimmungen der Gesellschafterversammlungen in außerordentlicher Sitzung Anwendung.

#### **Art. 9.**

9.1 Bei Miteigentum einer Aktie, müssen die Rechte der Miteigentümer von einem gemeinsamen Vertreter, ernannt mit den Modalitäten gemäß Art. 1105 und 1106 des Zivilgesetzbuches, ausgeübt werden.

9.2 Bei Pfand, Fruchtgenuss oder Beschlagnahme der Aktien, finden die Bestimmungen des Art. 2352 des Zivilgesetzbuches Anwendung. 9.3 Für den Ankauf von eigenen Aktien seitens der Gesellschaft, für andere durchzuführende Geschäftsoperationen auf eigene Aktien, und für den Ankauf der Aktien seitens der abhängigen Gesellschaften, finden die Bestimmungen gemäß Art. 2357 und folgende des Zivilgesetzbuches Anwendung.

Die abhängige Gesellschaft von darf das Recht zur Stimme in der Gesellschafterversammlung der anderen nicht ausüben.

Es ist den Gesellschaften verboten das Gesellschaftskapital zu begründen oder zu erhöhen, und zwar mittels gegenseitiger Zeichnung der Aktien, auch nicht mittels Treuhandgesellschaften oder über einen Mittelsmann.

#### **Art. 10.**

10.1 Die Aktien sind unter Lebenden übertragbar, außer es besteht das Vorkaufsrecht zu Gunsten der anderen Gesellschafter. In diesem Zusammenhang muss der Gesellschafter dem Verwaltungsorgan mitteilen, dass er beabsichtigt zu verkaufen, und schriftlich das Angebot mitteilen, wie auch die Kaufbedingungen und das Vermögensregime der Käufer. Das Verwaltungsorgan, muss innerhalb von zwanzig (zwanzig) Tagen ab Erhalt, das Kaufangebot den anderen Gesellschaftern mittels Einschreiben mit Rückantwort mitteilen.

Diese müssen das Vorkaufsrecht innerhalb der darauffolgenden 60 (sechzig) Tagen ausüben; wenn mehrere Gesellschafter die Absicht kundtun, das Vorkaufsrecht auszuüben, dann werden die zum Verkauf angebotenen Aktien im Verhältnis des anteiligen Gesellschaftskapitals aufgeteilt.

Bei fehlender Ausübung des Vorkaufsrechtes innerhalb der vorgesehenen Frist, muss der zukünftige dritte Käufer, jedenfalls die Zustimmung des Verwaltungsorgans erhalten, welches mittels eigenem Beschluss und ohne Pflicht einer Begründung sich aussprechen muss. Dieser Beschluss muss dem abtretenden Gesellschafter mittels eingeschriebenen Brief innerhalb von sechzig Tagen ab Endtermin für die Ausübung des Vorkaufsrechtes mitgeteilt werden; bei fehlender Mitteilung innerhalb dieses Zeitraumes, gilt die Zustimmung zur Übertragung der Aktien als gegeben. Bei fehlender Mitteilung an den Gesellschaftern, steht diesem das Rücktrittsrecht zu.

10.2 Die Aktien sind übertragbar ohne Berücksichtigung der vorgenannten Formalitäten, wenn die Übertragung der Aktien zu Gunsten des Ehegatten, Verwandte in gerader Linie eines Gesellschafter oder der kontrollierenden, abhängigen oder verbundenen Gesellschaft, erfolgt.

10.3 Die Übertragung an eine Treuhandgesellschaft oder die Wiedereintragung seitens Letzterer, (vorbehaltlich der Vorlage des Treuhandmandates) an die effektiven Eigentümer, ist den Bestimmungen dieses Artikels nicht unterworfen.

#### **Art. 11.**

11.1 Die Übertragung der Aktien mortis causa, sei es gemäß Verfügung oder als Universalerbe, ist frei.

### **Versammlungen**

#### **Art. 12.**

12.1 Die Versammlung wird in ordentlicher oder außerordentlicher Sitzung gemäß Gesetz abgehalten.

12.2 Die Versammlung muss vom Verwaltungsorgan, auch auf Anfrage der Gesellschafter im Sinne des Art. 2367 des Zivilgesetzbuches, einberufen werden; die Versammlung wird beim Gesellschaftssitz, oder an einem anderen Ort, jedenfalls innerhalb der Europäischen Union einberufen.

12.3 Die Versammlung wird mittels Mitteilung an die Gesellschafter mindestens 8 (acht) Tage vor der Versammlung einberufen, wobei jenes technische Mittel angewandt wird, wo man den Nachweis des Erhalts dieser Mitteilung bekommt.

12.4 In der Einberufungsmittteilung müssen der Tag, der Ort, die Uhrzeit der Versammlung und die zu behandelnde Tagesordnungspunkte angegeben werden. In der Einberufungsmittteilung kann auch eine zweite Einberufung und weitere Einberufungen vorgesehen werden, für welche die gleichen Mehrheiten der Versammlung in zweiter Einberufung gelten.

12.5 Bei fehlender Berücksichtigung der formellen Einberufungsmodalitäten, gilt die Versammlung ordnungsgemäß in totalitärer Form gültig, wenn das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist und an der Versammlung die Mehrheit der Mitglieder des Verwaltungs- und Kontrollorgans teilnehmen. In diesem Fall kann jeder einzelne Teilnehmer sich einzelner Tagesordnungspunkte widersetzen, sofern er sich nicht ausreichend informiert fühlt.

12.6 Bei Annahme des vorhergehenden Punktes, muss eine rechtzeitige Mitteilung der Beschlüsse an die nicht anwesenden Mitglieder des Verwaltungs- und Kontrollorgan erfolgen.

#### **Art. 13.**

13.1 Den Vorsitz der Versammlung führt der Alleinverwalter oder der Präsidenten des Verwaltungsrates. Bei Abwesenheit oder Verhinderung, wird die Versammlung von einer Person geführt, die mittels Mehrheit der Anwesenden ernannt wird.

13.2. Die Versammlung ernennt einen Sekretär, auch Nichtgesellschafter, und wenn notwendig, einen oder mehrere Stimmzähler, auch Nichtgesellschafter.

13.3 Der Präsident der Versammlung bestätigt die ordnungsgemäße Sitzung, ermittelt die Identität und die Berechtigung der Anwesenden, führt die Sitzung und den ordnungsgemäßen Ablauf der Versammlung und ermittelt die Ergebnisse der Abstimmungen.

**Art. 14.**

14.1 Bei der Versammlung können jene Gesellschafter teilnehmen, welche ein Stimmrecht haben.

14.2 Jeder Gesellschafter, welcher das Recht hat an der Versammlung teilzunehmen, kann sich mittels schriftlicher Vollmacht vertreten, unter Einhaltung vorgeschriebenen Beschränkungen gemäß Art. 2372 des Zivilgesetzbuches. Es ist auch eine generelle Vollmacht für mehrere Versammlungen zulässig, und unabhängig von der Tagesordnungspunkte.

14.3. Die teilnehmenden Gesellschafter, welche ein Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, und sofern sie erklären nicht ausreichend über die Tagesordnungspunkte informiert zu sein, können eine Vertagung der Versammlung für nicht mehr als fünf Tage verlangen; dieses Recht kann jedoch nur einmal für denselben Tagesordnungspunkt ausgeübt werden.

14.4 Es ist möglich, die Sitzung der Versammlung, sei es ordentlicher wie außerordentlicher Art, mit der Teilnahme in verschiedenen Orten, angrenzend oder auch entfernt, mittels Audio/Video-Konferenz, und zwar unter folgenden Bedingungen, welche in den diesbezüglichen Protokollen festgehalten werden muss, abzuhalten:

- am selben Ort muss der Präsident der Versammlung und der Sekretär der Sitzung anwesend sein, welchen die Erstellung und Unterzeichnung des Protokolls obliegt;
- dem Präsidenten der Versammlung muss erlaubt sein, die Identität und die Berechtigung der Teilnehmenden, festzustellen, und den Ablauf der Versammlung zu koordinieren, die Ergebnisse der Abstimmung festlegen und mitteilen;
- den Anwesenden der Versammlung muss erlaubt sein, an der Diskussion und an der simultanen Abstimmung über die Tagesordnungspunkte teilnehmen zu können, wie auch Dokumente zu begutachten, zu erhalten und zu übermitteln;
- in der Einberufungsmitteilung müssen die Orte der Audio/VideoKonferenz im Auftrag der Gesellschaft mitgeteilt werden.

**Art. 15.**

15.1 Jede Aktie verfügt über ein Stimmrecht, außer es wurden bestimmte Kategorien an Aktien ohne Stimmrecht oder mit begrenztem Stimmrecht für bestimmte Behandlungspunkte, oder wo das Stimmrecht an das Eintreten bestimmte Vorkommnisse gebunden ist, nicht Verfügungen, geschaffen. Der Wert dieser Aktien darf gesamtheitlich nicht mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals betragen.

15.2 Die Versammlung in ordentlicher Sitzung gilt ordnungsgemäß einberufen, mit der Anwesenheit der Gesellschafter, welche mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, und beschließt rechtsgültig mit der absoluten Mehrheit des anwesenden Gesellschaftskapitals.

Die Versammlung in ordentlicher Sitzung gilt als ordnungsgemäß einberufen, unabhängig welches Gesellschaftskapital vertreten ist, und beschließt rechtsgültig mit der absoluten Mehrheit des anwesenden Gesellschaftskapitals.

15.3 Die Versammlung in außerordentlichen Sitzung in erster Einberufung, gilt ordnungsgemäß einberufen, mit der Anwesenheit der Gesellschafter welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten und beschließt rechtsgültig mit mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals.

Die Versammlung in außerordentlicher Sitzung in zweiter Einberufung, gilt ordnungsgemäß einberufen, mit der Anwesenheit der Gesellschafter welche mehr als ein Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten und beschließt rechtsgültig mit mindestens zwei Drittel des anwesenden Gesellschaftskapitals; jedenfalls ist in zweiter Einberufung, für die Gültigkeit der Beschlüsse die Zustimmung von mehr als einem Drittel des Gesellschaftskapitals notwendig, und zwar für die Beschlüsse hinsichtlich der Änderung des Gesellschaftszweckes, die Umwandlung der Gesellschaft, die vorzeitige Auflösung des Gesellschaft, den Widerruf der Inliquidationsversetzung der Gesellschaft, die Verlegung des Gesellschaftssites ins Ausland und die Ausgabe von Aktien gemäß zweiter Absatz des Art. 2351 des Zivilgesetzbuches.

15.4 Außer es gilt eine andere gesetzliche Verfügung, die Aktien für welche kein Stimmrecht ausgeübt werden kann, gelten für die ordnungsgemäße Bildung der Versammlung. Dies Aktien und jene für welche das Stimmrecht, aufgrund der Erklärung des Gesellschafters eines Interessenkonfliktes, nicht ausgeübt wurden, gelten nicht für die Berechnung der Mehrheit und des Anteiles des Gesellschaftskapitals für die Genehmigung der Beschlüsse.

**Art. 16.**

16.1 Die Beschlüsse der Versammlung müssen durch ein Protokoll, unterschrieben vom Präsidenten und vom Sekretär oder des Notars, sofern vom Gesetz notwendig oder vom Präsidenten angefragt.

16.2 Das Protokoll muss das Datum der Versammlung und, auch im Anhang, die Identität der Teilnehmer und das jeweilige vertretene Gesellschaftskapital beinhalten; es muss weiters die Modalitäten und die Ergebnisse der Abstimmung beinhalten und muss die Identität der zustimmenden, der enthaltenen und der dagegen stimmenden Gesellschafter, auch im Anhang, enthalten. Im Protokoll müssen, auf Anfrage der Gesellschafter, die Erklärungen hinsichtlich der Tagesordnungspunkte zusammengefasst werden.

16.3 Das Protokoll der Versammlung in ausserordentlicher Sitzung muss von einem Notar verfasst werden.

**Geschäftsführung****Art. 17.**

17.1 Die Gesellschaft kann wahlweise, je nach Beschluss der Gesellschafter bei der diesbezüglichen Ernennung, wie folgt verwaltet werden:

- durch einen Alleinverwalter

- durch einen Verwaltungsrat, welcher aus mindestens drei bis maximal sieben Mitglieder besteht.

17.2 Die Verwalter werden durch die Gesellschafterversammlung in ordentlicher Sitzung bestellt, mit Ausnahme der ersten Verwalter welche mittels Gründungsurkunde ernannt werden.

17.3 Die Verwalter können auch Nichtgesellschafter sein. Als Verwalter dürfen nicht ernannt werden, und falls diese ernannt worden sind, verfallen sie von Amtswegen, jene welche unter den Bedingungen im Sinne des Artikel 2382 des Zivilgesetzbuches fallen.

17.4 Die Verwalter unterliegen dem Konkurrenzverbot im Sinne des Artikel 2390 des Zivilgesetzbuches, mit Ausnahme der abhängigen, verbundenen und herrschenden Gesellschaften.

#### **Art. 18.**

18.1 Die Verwaltungsräte können für nicht mehr als drei Geschäftsjahre bestellt werden und verfallen am Tag der Versammlung, welche den Jahresabschluss zum letzten Geschäftsjahr ihrer Amtsperiode genehmigt. In Ermangelung einer Präzisierung sind die Verwalter für drei Geschäftsjahre ernannt. Sie können wiedergewählt werden.

18.2 Wurde ein Verwaltungsrat ernannt und im Laufe des Geschäftsjahres fallen ein oder mehrere Verwalter weg, so werden die übrigen Verwalter mittels Beschluss des Aufsichtsrates neue Verwalter ernennen, und zwar unter der Bedingung, dass immer die Mehrheit der Verwalter durch die ordentliche Versammlung bestellt wurde. Die so ernannten Verwalter bleiben bis zur nächsten Versammlung im Amt. Falls die Mehrheit der Verwalter welche durch die ordentliche Versammlung bestellt wurden nicht mehr gegeben ist, müssen die verbleibenden Verwalter eine Versammlung einberufen, damit die weggefallenen Verwalter ersetzt werden können; die so ernannten Verwalter verfallen zusammen mit den bereits bestellten Verwaltern mit Ablauf der ordentlichen Amtszeit.

Scheiden der Alleinverwalter oder die gesamten Mitglieder des Verwaltungsrates aus ihrem Amt, muss der Aufsichtsrat mit Dringlichkeit die Versammlung für die Bestellung des Alleinverwalters bzw. des Verwaltungsrates einberufen. In der Zwischenzeit kann der Aufsichtsrat die Rechtsgeschäfte der ordentlichen Verwaltung durchführen.

#### **Art. 19.**

19.1 Der Verwaltungsrat, falls dieser nicht bereits von den Versammlung bestellt worden ist, wählt in seiner ersten Sitzung aus seiner Mitte einen Präsidenten und gegebenenfalls einen Vizepräsidenten für die Fälle der Abwesenheit oder Verhinderung des Präsidenten, sowie einen Schriftführer, welcher auch Nichtaktionär sein kann.

19.2 Der Verwaltungsrat versammelt sich am Gesellschaftssitz oder anderswo, jedes Mal wenn es der Präsident als notwendig erachtet oder wenn mindestens ein Drittel seiner Mitglieder oder der Aufsichtsrat einen Antrag stellt. Die Einberufung muss durch Einschreibebrief, Telegramm, oder Fax oder elektronischer Post mit Empfangsbestätigung, an das Domizil oder jene Adresse welche aus den Gesellschaftsbüchern ersichtlich ist, erfolgen. Die Mitteilung erhalten alle Mitglieder des Verwaltungsrates und alle Mitglieder des Aufsichtsrates und muss mindestens 5 (fünf) Tage vor der Sitzung zugestellt werden.

In Dringlichkeitsfällen kann der Termin auf nicht weniger als 24 (vierundzwanzig) Stunden reduziert werden.

Bei Fehlen dieser vorgenannten Formalitäten, beschliesst der Verwaltungsrat in Anwesenheit aller Verwaltungsratsmitglieder und der effektiven Mitglieder des Aufsichtsrates.

Es besteht die Möglichkeit, die Sitzung des Verwaltungsrates mittels Video- oder Telekonferenz abzuhalten, vorausgesetzt, dass alle Teilnehmer identifizierbar sind und in Realzeit der Diskussion über die Tagesordnungspunkte folgen und auch daran teilnehmen können, sowie Dokumente zu empfangen, zu versenden und anzusehen; sind obige Voraussetzungen gegeben, gilt die Sitzung an jenem Ort abgehalten, wo sich der Vorsitzende und auch der Schriftführer befindet, um die Abfassung und Unterzeichnung des Protokolls und die anschließende Eintragung in das Buch für die Sitzungsniederschriften und Beschlüsse des Verwaltungsrates zu ermöglichen.

19.3 Die Sitzungen des Rates werden vom Präsidenten geführt, und in seiner Abwesenheit vom Vizepräsidenten. Im Falle der Abwesenheit sowohl des Präsidenten als auch des Vizepräsidenten, wird das älteste Ratsmitglied den Vorsitz bei den Sitzungen führen. Für die Gültigkeit der Beschlüsse des Rates bedarf es der Anwesenheit der Mehrheit der Verwalter im Amt. Die Beschlüsse werden mit absoluter Mehrheit der Anwesenden getroffen; bei Stimmgleichheit überwiegt die Stimme des Präsidenten.

#### **Art. 20.**

20.1 Das Verwaltungsorgan ist mit den umfangreichsten Befugnissen für die ordentliche und außerordentliche Geschäftsführung der Gesellschaft ausgestattet, ausgeschlossen sind nur jene Befugnisse welche laut Gesetz der Versammlung vorbehalten sind.

Das Verwaltungsorgan kann Direktoren oder Bevollmächtigte zur Durchführung bestimmter Beschlüsse oder Arten von Beschlüssen ernennen. Außer den Beschränkungen laut Gesetz, kann der Verwaltungsrat teilweise seine Befugnisse an einen Exekutivausschuss delegieren, welcher aus einzelnen oder mehreren Mitglieder des Verwaltungsrates besteht, unter gleichzeitiger Festlegung der Beschränkungen der Vollmachten.

20.2 Der Verwaltungsrat kann anstelle der Gesellschafterversammlung folgende Beschlüsse fassen:

- Genehmigung des Verschmelzungsplans in den Fällen und zu den Bedingungen im Sinne der Artikel 2505 und 2505 bis des Zivilgesetzbuches;



- Kapitalherabsetzung bei Rücktritt eines Gesellschafters;
- Anpassung der Satzung an gesetzliche Vorschriften;
- die Anzeige der Verwalter, welchen die Vertretung der Gesellschaft obliegt;
- die Erhöhung des Gesellschaftskapitals innerhalb der Grenzen und unter den Bedingungen gemäß dem vorhergehenden Art. 5.3;

- Ausgabe von Wandelschuldverschreibungen im Sinne des Art. 2420-ter des Zivilgesetzbuches;
- in den vorgesehenen Fällen, Ausgabe von Finanzinstrumenten;

20.3 Die Beschlüsse des Verwaltungsorgans in den Angelegenheiten gemäß vorhergehendem Absatz, müssen mittels eines vom Notar erstellten Protokolls, genehmigt werden.

#### **Art. 21.**

21.1 Dem Alleinigen Verwalter und dem Präsidenten des Verwaltungsrates steht die allgemeine Vertretung der Gesellschaft zu.

21.2 Die Vertretung der Gesellschaft steht auch den geschäftsführenden Verwaltern, den Direktoren, den Bevollmächtigten und Prokuratoren im Rahmen der vom Verwaltungsorgan festgelegten Befugnisse gemäß Ernennungsurkunde zu.

#### **Art. 22.**

22.1 Den Mitgliedern des Verwaltungsorgans kann neben der Rückvergütung der Spesen in der Ausübung Ihrer Amtshandlungen, auch eine jährliche Vergütung von der Versammlung festgelegt werden.

22.2 Obliegt die Verwaltung der Gesellschaft einem Verwaltungsrat, wird die Vergütung der Verwaltungsräte mit besonderen Aufgaben vom Verwaltungsrat festgelegt, nach vorheriger Anhörung des Aufsichtsrates.

Die Versammlung kann auch einen Gesamtbetrag der Vergütungen aller Verwalter, einschließlich jener mit Sonderaufgaben, bestimmen.

22.3 Zu Gunsten der Verwalter kann auch eine Entschädigung für die Beendigung des Mandats, auch in Form einer Versicherung zuerkannt werden, wobei die Höhe von der Gesellschafterversammlung beschlossen wird.

### **Kontrollorgane**

#### **Art. 23.**

23.1 Die Kontrolle der Gesellschaft unterliegt einem Organ, dem Aufsichtsrat bzw. zwei Organen, dem Aufsichtsrat und dem

Wirtschaftsprüfer oder einer Revisionsgesellschaft welche im Register des Justizministeriums eingeschrieben ist.

Im ersten Fall muss der Aufsichtsrat:

- über die Einhaltung der Gesetze und der Satzung, der Grundsätze der korrekten Verwaltung und insbesondere über die Angemessenheit der Verwaltungs-, Organisations- und Buchführungsstruktur der Gesellschaft und ihr korrektes Funktionieren wachen;

- die Kontrolle der Buchführung durchführen; Im zweiten Fall:

- der Aufsichtsrat wacht über die Einhaltung der Gesetze und der Satzung, der Grundsätze der korrekten Verwaltung und insbesondere über die Angemessenheit der Verwaltungs-, Organisations- und Buchführungsstruktur der Gesellschaft und ihr korrektes Funktionieren;

- dem Wirtschaftsprüfer bzw. einer Revisionsgesellschaft welche im Register des Justizministeriums eingeschrieben ist steht die Kontrolle der Buchführung zu. Die Entscheidung ob die Prüfung von einem Wirtschaftsprüfer bzw. einer Revisionsgesellschaft durchgeführt werden soll, sowie deren Bestellung, unterliegt der ordentlichen Gesellschafterversammlung, wobei die erste Ernennung in der Gründungsurkunde festzuhalten ist.

23.2 Der Aufsichtsrat muss ausschließlich aus Wirtschaftsprüfern bestehen, welche im dafür vorgesehenen Register des Justizministeriums eingeschrieben sind.

#### **Art. 24.**

24.1 Der Aufsichtsrat setzt sich aus drei effektiven Mitglieder und zwei Ersatzmitgliedern im Sinne der Bestimmungen des Artikel 2397 des Zivilgesetzbuches zusammen und die Tätigkeit erfolgt gemäß den gesetzlichen Bestimmungen.

24.2 Die Aufsichtsräte, sowie deren Präsident, werden zum ersten Mal in der Gründungsurkunde und anschließend von der Gesellschafterversammlung ernannt. Der Aufsichtsrat bleibt drei Jahre im Amt und dieses Amt verfällt am Tag der Versammlung, welche den Jahresabschluss zum dritten Geschäftsjahr ihrer Amtsperiode genehmigt. Das Ausscheiden aus dem Amt des Aufsichtsrates aufgrund des Auslaufens des Mandats ist ab dem Zeitpunkt der Neubildung des Aufsichtsrat Organs wirksam. Die Aufsichtsräte sind wiederwählbar.

24.3 Als Aufsichtsräte dürfen nicht ernannt werden, und falls diese ernannt worden sind, verfallen sie von Amtswegen, jene welche unter den Bedingungen im Sinne des Artikel 2399 des Zivilgesetzbuches fallen. Die Vergütung der Aufsichtsräte wird von der Gesellschafterversammlung mit deren Ernennung für die gesamte Dauer ihrer Amtszeit festgelegt.

## Rücktritt der Aktionäre

### Art. 26.

26.1 Das Rücktrittsrecht, für alle oder einen Teil ihrer Aktien, steht jenen Gesellschaftern zu, welche bei folgenden Beschlüssen nicht beteiligt waren:

- Änderung der Klausel betreffend den Unternehmenszweck, falls dies eine bedeutende Veränderung der Geschäftstätigkeit zur Folge hat;
- Umwandlung der Gesellschaft;
- Verlegung des Gesellschaftssitzes ins Ausland;
- Aufhebung des Liquidationsstatus;
- die Beseitigung eines oder mehrerer Rücktrittsgründe welche vom Gesetz bzw. von dieser Satzung vorgesehen sind;
- Änderung der Kriterien bezüglich der Bestimmung des Aktienwertes im Falle des Rücktrittes;
- Änderung der Satzungen betreffend Stimmrechte bzw. Beteiligungsrechte.

Das Rücktrittsrecht steht auch jenen Gesellschaftern zu welche nicht bei der Genehmigung folgender Beschlüsse beteiligt waren:

- Verlängerung der Frist;
- Einführung bzw. Aufhebung von Einschränkungen für die Übertragung von Aktien.

Falls die Gesellschaft die Leitung und Koordinierung von Gesellschaften gemäß Artikel 2497 ff. des Zivilgesetzbuches ausübt, steht den Gesellschaftern das Rücktrittsrecht gemäß Artikel 2497quater des Zivilgesetzbuches zu.

Das Rücktrittsrecht steht in allen anderen Fällen, welche per Gesetz bzw. von dieser Satzung geregelt sind, den Gesellschaftern zu.

26.2 Das Rücktrittsrecht wird mittels Einschreibebrief welcher innerhalb von 15 Tagen ab Einschreibung des Beschlusses in das Handelsregister versendet werden muss ausgeübt, unter Angabe der Personalien und des Domizils des zurücktretenden Gesellschafters für Mitteilungen betreffend das Verfahren, sowie unter Angabe der Anzahl und der Kategorie der Aktien für welche das Rücktrittsrecht ausgeübt wird.

Falls das Ereignis welches das Rücktrittsrecht legitimiert nicht ein Beschluss ist, wird das Rücktrittsrecht innerhalb von 30 Tagen ab Kenntnis seitens des Gesellschafters.

26.3 Jene Aktien für welche das Rücktrittsrecht ausgeübt wird können nicht verkauft werden und müssen am Sitz der Gesellschaft hinterlegt werden.

26.4 Das Rücktrittsrecht kann nicht ausgeübt werden und falls es bereits ausgeübt wurde, ist es ohne Wirkung, wenn die Gesellschaft innerhalb von 90 Tagen den Beschluss welcher den Rücktritt legitimiert widerruft, oder falls beschlossen wird die Gesellschaft aufzulösen.

26.5 Die von der Gesellschaft zurücktretenden Aktionäre haben gegenüber der Gesellschaft Anrecht auf eine Rückertattung der Beteiligung im Verhältnis zum Vermögenbestand der Gesellschaft mittels Anwendung folgender Formel

$V = k$  (V = Unternehmenswert;

k = bereinigtes Eigenkapital)

welche somit eine Bewertung gemäß des Firmenwertes ausschließt.

Die Berichtigung des Reinvermögens erfolgt unter Berücksichtigung nur der unbeweglichen Güter. Die Bewertung muss anhand des Vermögenstandes zum Zeitpunkt des Rücktritts durchgeführt werden.

## Bilanz und Verwendung des Gewinnes

### Art. 27.

27.1 Die Geschäftsjahre schließen am 31. Dezember eines jeden Jahres.

27.2. Beim Abschluss eines jeden Geschäftsjahres, wird das Verwaltungsorgan die Bilanz des Geschäftsjahres erstellen und die nachfolgenden Formalitäten, unter Berücksichtigung der geltenden Gesetzesbestimmungen, durchführen.

27.3 Die Versammlung muss für die Genehmigung der Bilanz innerhalb von 120 (einhundertzwanzig) Tagen nach Abschluss des Geschäftsjahres oder innerhalb von 180 (einhundertachtzig) Tagen, wenn die Gesellschaft zur Erstellung der konsolidierten Bilanz verpflichtet ist und wenn spezifische Bedürfnisse im Zusammenhang mit der Struktur und des Zwecks der Gesellschaft es erfordern. In diesen Fällen müssen die Verwalter im Geschäftsbericht die Gründe dieses Aufschubes aufzeigen.

### Art. 28.

28.1 Die Reingewinne, abzüglich eines Betrages von nicht weniger als 5% (fünf Prozent) für die gesetzliche Reserve und bis zur Erreichung eines Fünftel des Gesellschaftskapitals, werden unter den Gesellschaftern im Verhältnis der der Anteile am Gesellschaftskapital aufgeteilt, außer die Versammlung verfügt die Verwendung für die Reserve.

28.2 Die Ausschüttung von Anzahlungen auf Dividenden ist ausschließlich unter den Bedingungen und innerhalb der Grenzen gemäß Art. 2433 des Zivilgesetzbuches zulässig.



## **Chuldverschreibungen und Andere Finanzinstrumente**

### **Art. 29.**

29.1 Die Ausgabe von ordentlichen Schuldverschreibungen wird vom Verwaltungsorgan genehmigt, während die Ausgabe von Wandelschuldverschreibungen von der Gesellschafterversammlung in ordentlicher Sitzung genehmigt wird.

29.2 Die Versammlung, mittels eines eigenen Beschlusses in außerordentlicher Sitzung, kann dem Verwaltungsorgan die Möglichkeit erteilen, Wandelschuldverschreibungen in einer oder mehrerer Ausgaben bis zu einem bestimmten Betrag und in einem Zeitraum von maximal fünf Jahre ab Datum Beschluss, auszugeben, wobei die Möglichkeit des Ausschlusses oder der Begrenzung des Optionsrechtes der Gesellschafter oder der Besitzer der anderen Wandelschuldverschreibungen ausgenommen wird.

### **Art. 30.**

30.1 Die Gesellschaft kann auch andere Finanzinstrumente, unterschiedlich zu den Schuldverschreibungen, ausstellen, welche mit bestimmten Rechten vermögensrechtlicher und verwaltungsrechtlicher Art ausgestattet sind; ausgenommen ist jedenfalls das Stimmrecht in der Gesellschafterversammlung, und dies in Hinblick auf die Einbringung seitens der Gesellschafter oder von Dritten auch von Leistungen oder Dienstleistungen, im Sinne des Art. 2346, letzter Absatz des Zivilgesetzbuches.

30.2 Die Ausgabe dieser Finanzinstrumente wird von der Gesellschafterversammlung in außerordentlichen Sitzung genehmigt.

30.3 Die Gesellschaft kann diese Finanzinstrumente ausstellen, und zwar für einen Betrag nicht über dem Gesellschaftskapital, der gesetzlichen Reserve und der verfügbaren Reserven, ersichtlich aus der letzten genehmigten Bilanz.

30.4 Der Beschluss der Ausgabe von solchen Finanzinstrumenten muss die Ausgabebedingungen, die Rechte welche diese Finanzinstrumente zuerkennen, die Strafen bei fehlender Erfüllung der Leistungen, die Übertragungs- und Weitergabe Modalitäten und die Rückzahlungsmodalitäten, vorsehen.

30.5 Die Finanzinstrumente welche die Zeiten und das Ausmaß der Rückzahlung des Kapitals an der wirtschaftlichen Entwicklung der Gesellschaft binden, sind den Bestimmungen der Sektion VII, Kapitel V, Buch V, des Zivilgesetzbuches unterworfen.

30.6 Die Bildung eines Vermögens, welches für ein Sondergeschäft bestimmt ist, und für welches eventuelle diesbezügliche Finanzinstrumente ausgegeben werden, finden die Bestimmungen der Sektion XI, Kapitel V des Zivilgesetzbuches Anwendung.

## **Auflösung und Liquidation**

### **Art. 31.**

31.1 Falls die Gesellschaft aus irgendeinem Grund aufgelöst wird, hat die Versammlung die Liquidationsmodalitäten sowie den oder die Liquidatoren zu bestimmen.

## **Schlussbestimmungen**

### **Art. 32.**

32.1 Für alles, was in dieser Satzung nicht ausdrücklich vorgesehen ist, gelten die Gesetzesbestimmungen im Bereich der Aktiengesellschaften.

DIATEC HOLDING S.P.A.

SEDE LEGALE 20122 MILANO (ML)-VIA CAPPUCCINI N.4

CAPITALE SOCIALE EURO 8.000.000,00

CODICE FISCALE IVA 01076000221 PARTITA IVA

07891570157

ISCRITTA AL REGISTRO DELLE IMPRESE DI MILANO

AL NUMERO 01076000221

R.E.A. MI-1189352

PROGETTO COMUNE DI FUSIONE TRANSFRONTALIERA

INVERSA PER INCORPORAZIONE DELLE SOCIETÁ LUSSEMBURGHESE DIATEC INTERNATIONAL S.A. E SUPERBOND S.A. NELLA DIATEC HOLDING S.P.A.

(in base all'art. 6 del decreto legislativo italiano 30 maggio 2008 e agli artt. 257 e seguenti della legge lussemburghese 10 agosto 1915, in attuazione della direttiva 2005/56/CE del Parlamento Europeo e della Direttiva del Consiglio Europeo 16 settembre 2009, n.2009/101/CE relativo alle fusioni transfrontaliere delle società di capitali)

PROGETTO COMUNE DI FUSIONE

INVERSA TRANSFRONTALIERA PER INCORPORAZIONE DELLE SOCIETÁ INCORPORANDE DIATEC INTERNATIONAL S.A. E SUPERBOND S.A. NELLA DIATEC HOLDING S.P.A.

(art. 6 del decreto legislativo italiano 30/05/2008, n. 108 e 2501-ter e seguenti del Codice Civile e artt. 257 e seguenti della Legge lussemburghese 10 agosto 1915)

Ai sensi dell'art. 6 del decreto legislativo italiano 30/05/2008, n. 108, dell'art. 2501-ter e seguenti del codice civile italiano e degli artt. 257 e seguenti della Legge lussemburghese del 10 agosto 1915, il consiglio di amministrazione della DIATEC HOLDING S.P.A. (di seguito la "Società Incorporante") con sede legale in 20122 Milano (MI), via Cappuccini n. 4, codice fiscale 01076000221, partita IVA 07891570157 e numero di iscrizione al Registro delle Imprese di Milano 01076000221, il consiglio di amministrazione della DIATEC INTERNATIONAL S.A. (di seguito la "Società Incorporanda"), con sede in 1227 Lussemburgo, Rue Belle-Vue numero 3, iscritta al registro del commercio e delle società sezione B, numero 39.706, e il consiglio di amministrazione della SUPERBOND S.A. (di seguito la "Società Incorporanda"), con sede in 1227 Lussemburgo, Rue Belle-Vue numero 3, iscritta al registro del commercio e delle società sezione B, numero 66.182, hanno redatto e predisposto il seguente Progetto Comune di Fusione.

#### *Premessa*

Prima di passare ad indicare gli elementi richiesti dalla normativa richiamata, gli Organi Amministrativi delle società partecipanti alla fusione danno atto che, in ragione degli obiettivi perseguiti di riorganizzazione dell'attuale assetto del gruppo e di razionalizzazione dei costi, il presente Progetto di Fusione contempla l'ipotesi di fusione inversa transfrontaliera per incorporazione delle società DIATEC INTERNATIONAL S.A. e SUPERBOND S.A. nella DIATEC HOLDING S.P.A.. L'art. 4 del decreto legislativo italiano 30/05/2008, n. 108 stabilisce espressamente che "Salvo quanto espressamente disposto dal presente decreto, si applica alla società italiana partecipante alla fusione transfrontaliera il titolo V, capo X, sezione III del libro V del codice civile." Tra le norme richiamate rientra anche l'art. 2505 del codice civile italiano, il quale, pur riguardando l'incorporazione di società interamente possedute, autorevole dottrina ritiene applicabile anche al caso inverso dell'incorporazione della controllante nella società interamente partecipata ed è quindi possibile estendere anche ad ipotesi non strettamente contemplate dalla fattispecie definita dalla norma in oggetto. Infatti la dottrina (massima n. 22 del 18 marzo 2004 del Consiglio Notarile di Milano) ha generalmente ritenuto che la procedura semplificata di cui al citato art. 2505 si applica per analogia anche in tutti i casi nei quali non si determina il rapporto di cambio o quando, pur essendovi la fissazione di un rapporto di cambio, questo non abbia comportato una reale ponderazione dei patrimoni della società. Ciò avviene, tra l'altro, anche in caso di fusione tra società interamente possedute - direttamente o indirettamente - dal medesimo unico socio; ed anche nel caso di fusione inversa ove la società interamente posseduta incorpora la società che interamente la possiede.

Si premette che la Società Incorporante DIATEC HOLDING S.P.A. è partecipata come segue:

- socio Diatec International S.A., valore nominale azioni euro 3.868.440,00, numero azioni 386.844, corrispondente al 48,36% del capitale sociale;
- socio Superbond S.A., valore nominale azioni euro 3.868.440,00, numero azioni 386.844, corrispondente al 48,36% del capitale sociale;
- socio Diego Mosna, persona fisica, valore nominale azioni euro 263.120,00, numero azioni 26.312, corrispondente al 3,29% del capitale sociale. Mentre le Società Incorporande DIATEC INTERNATIONAL S.A. e SUPERBOND S.A. sono partecipate come segue: DIATEC INTERNATIONAL S.A.:
- socio Superbond S.A., numero azioni 299, valore nominale complessivo euro 74.139,60, corrispondente al 19,93% del capitale sociale;
- socio Diego Mosna, persona fisica, numero azioni 1.201, valore nominale complessivo azioni euro 297.860,40, corrispondente all'80,07% del capitale sociale.

SUPERBOND S.A.:

- socio Diego Mosna, persona fisica, numero azioni 400, valore nominale cadauno euro 520,00, valore nominale complessivo azioni euro 208.000,00, corrispondente al 100,00% del capitale sociale. Graficamente si può sintetizzare la seguente situazione partecipativa:

<ATTIMAGE>

Si tratta quindi di una fattispecie assimilabile alla fusione inversa transfrontaliera per incorporazione delle società interamente possedute ai sensi dell'art. 2505 del codice civile italiano, con la conseguenza che non si darà luogo alla predisposizione della relazione degli esperti (art. 2501-sexies c.c.), né alla relazione degli amministratori (art. 2501-quinquies c.c.), né trocano applicazione i punti 3), 4) e 5) del primo comma dell'art. 2501-ter del C.C.; pertanto, con questa catena partecipativa le società partecipanti alla fusione sono riconducibili, anche indirettamente, ad un socio unico.

L'operazione di fusione inversa transfrontaliera per incorporazione dovrà essere portata a termine nel rispetto della legge italiana, rispettivamente, per la Società Incorporante Diatec holding S.p.A., e per le Società Incorporande Diatec International S.A. e Superbond S.A., delle disposizioni italiane di cui al d.lgs n.108/2008 e del diritto lussemburghese da art. 257 a 284 Legge 10 agosto 1915, e in via residuale, nel rispetto di quanto prescritto dalla Direttiva 2005/56/CE del 26 ottobre 2005 e dalle rispettive norme nazionali con prevalenza, in caso di discrepanza tra i due ordinamenti, di quella italiana.

Il presente progetto comune di fusione è stato redatto in conformità alle norme richiamate in materia di fusione transfrontaliera, nonché, ove applicabili, nel rispetto di quanto disposto dalle legge italiana e lussemburghese in materia di fusioni.

Con la presente operazione di fusione inversa transfrontaliera, mediante la quale le Società Incorporande verranno fuse nella Società Incorporante con assunzione di tutte le attività e passività delle Società Incorporande, si effettuerà contestualmente una successione a titolo universale, con contestuale scioglimento senza liquidazione delle Società Incorporande.

**1. Legge applicabile.** Il presente Progetto Comune di Fusione inversa transfrontaliera è redatto in conformità alle seguenti previsioni normative:

IN LUSSEMBURGO: gli artt. 257 e seguenti della Legge Lussemburghese del 10 agosto 1915, e successive modifiche, sulle società commerciali che regola le fusioni fra le società lussemburghesi ed espressamente autorizza la fusione di una società lussemburghese con una società straniera purché l'ordinamento della società straniera non vieti tale forma di fusione;

IN ITALIA: decreto legislativo n. 108 del 30 maggio 2008 e gli artt. 2501 e seguenti del Codice Civile italiano.

**2. Forma giuridica; Denominazione e sede delle società partecipanti alla fusione.**

**SOCIETÀ INCORPORANTE**

Denominazione sociale: DIATEC HOLDING S.P.A.

Forma giuridica: società per azioni secondo il diritto italiano

Sede: 20122 Milano (MI), via Cappuccini n. 4

Capitale sociale: euro 8.000.000,00, interamente versato

Codice fiscale e iscrizione Registro Imprese di Milano: 01076000221

Partita IVA: 07891570157

La società Incorporante in seguito all'esecuzione della fusione manterrà la medesima forma giuridica, denominazione e sede legale e, pertanto, continuerà ad essere regolata dalla legge italiana.

**SOCIETÀ INCORPORANDE**

Denominazione sociale: DIATEC INTERNATIONAL S.A.

Forma giuridica: società anonima secondo il diritto lussemburghese

Sede: 1227 Lussemburgo, Rue Belle-Vue, numero 3

Capitale sociale: euro 372.000,00, interamente versato

Registro del Commercio e delle Società: sezione B numero 39.706

Denominazione sociale: SUPERBOND S.A.

Forma giuridica: società anonima secondo il diritto lussemburghese

Sede: 1227 Lussemburgo, Rue Belle-Vue, numero 3

Capitale sociale: euro 208.000,00, interamente versato

Registro del Commercio e delle Società: sezione B numero 66.182

**3. Statuto della società incorporante.** In dipendenza della fusione inversa transfrontaliera per incorporazione delle DIATEC INTERNATIONAL S.A. e SUPERBOND S.A., lo statuto sociale della DIATEC HOLDING S.P.A. non subirà alcuna modifica e non comporterà la variazione del capitale sociale, anche in considerazione del fatto che le società partecipanti alla presente fusione sono riconducibili, anche indirettamente, ad un socio unico.

Il testo integrale dello statuto sociale della DIATEC HOLDING S.P.A. è, in ogni caso, allegato al presente Progetto di Fusione sub A) per fame parte integrante e sostanziale.

**4. Rapporto di cambio.** Ai sensi dell'art. 2505 del codice civile italiano, dell'art. 18 del decreto legislativo n. 108/2008 e dell'art. 266 della Legge lussemburghese del 10 agosto 1915, non ricorrono le condizioni per la fissazione del rapporti di cambio. Come già evidenziato nelle premesse, poiché il capitale sociale delle Società Incorporande è interamente posseduto indirettamente da un unico socio, l'operazione verrà attuata senza emissione di nuove azioni e quindi senza dar luogo ad alcun aumento del capitale sociale della Società Incorporante. Conseguentemente non viene determinato alcun rapporto di cambio e con la stipula dell'atto di fusione verranno annullate, senza sostituzione, tutte le azioni costituenti il capitale sociale delle Società Incorporande senza emissione di nuove azioni della Società Incorporante, ma con assegnazione delle azioni della Società Incorporante direttamente al socio unico delle Società Incorporande.

**5. Modalità di assegnazione delle azioni della società incorporante.** Come meglio specificato al precedente punto 4), la Società Incorporante non assegnerà azioni in sostituzione di quella delle Società Incorporande dalla medesima possedute ed annullate in dipendenza della fusione, ma attribuirà annullerà le azioni detenute prima dalle Società Incorporande nella Società Incorporante, emettendo contemporaneamente nuove azioni da assegnare direttamente al socio unico delle Società Incorporande.

**6. Data di decorrenza della partecipazione agli utili.** Come meglio specificato al precedente punto 4) e nelle premesse, si attua la presente fusione inversa per incorporazione con la procedura semplificata di cui all'art. 2505 del codice civile italiano e dell'art. 18 del decreto legislativo italiano n.108/2008 e dell'art. 266 della Legge Lussemburghese del 10 agosto 1915, trattandosi di fusione per incorporazione di società interamente possedute da un socio unico, conseguentemente non deve essere determinata alcuna modalità di assegnazione delle azioni della Società Incorporante e, pertanto, non si rende neppure necessario stabilire la data dalla quale tali azioni partecipano agli utili. In seguito all'iscrizione al Registro delle

Imprese dell'Atto di Fusione ai sensi dell'art. 2504 del codice civile italiano, tutte le azioni delle Società Incorporande saranno annullate.

### **7. Decorrenza degli effetti della fusione e della imputazione delle operazioni della società incorporanda al bilancio della società incorporante.**

#### **a) Effetti reali della fusione**

Per la Società Incorporante che è una società di diritto italiano la fusione inversa transfrontaliera ha effetto ai sensi dell'art. 15 del d.lgs italiano n. 108/2008 e dell'art. 273 ter della Legge Lussemburghese con l'iscrizione dell'atto di fusione nel registro delle imprese del luogo ove ha sede la Società Incorporante. Ai sensi dell'art. 13 comma 1 del d.lgs italiano n. 108/2008 prima della richiesta di iscrizione dell'atto di fusione da parte del notaio, deve essere espletato il seguente controllo di legittimità della fusione transfrontaliera:

- le società partecipanti alla fusione transfrontaliera abbiano approvato un identico progetto comune;
- siano pervenuti i certificati preliminari alla fusione transfrontaliera relativi a ciascuna delle società partecipanti alla stessa, attestanti il regolare adempimento, in conformità alla legge applicabile, degli atti e delle formalità preliminari alla fusione transfrontaliera;
- se del caso, siano stabilite le modalità di partecipazione dei lavoratori quando ricorrono i presupposti di cui all'art. 19 del decreto legislativo italiano del 30 maggio 2008, n. 108.

La fusione transfrontaliera produce gli effetti della successione universale con assunzione dei diritti e degli obblighi delle Società Incorporande, proseguendo in tutti i loro rapporti, anche processuali, anteriore alla fusione.

Alla data di efficacia della Fusione ai sensi della Legge italiana e della Legge Lussemburghese:

- le Società Incorporande cesseranno di esistere come entità giuridica autonoma e le sue azioni verranno annullate;
- la Società Incorporante acquisirà a titolo universale, tra l'altro, tutte le attività e passività, materiali ed immateriali, in titolarità delle Società Incorporande.

L'efficacia della Fusione verrà comunicata dal Registro delle Imprese di Milano al Registro delle Imprese del Commercio e delle Società di Lussemburgo, che procederà con la cancellazione delle Società Incorporande, ai sensi dell'art. 15 comma 4 del D.Lvo. 30 maggio 2008 n. 108e.

#### **b) Effetti contabili e fiscali della fusione**

Ai soli ed esclusivi fini della determinazione della data dalla quale le azioni della Società Incorporante

partecipano agli utili e della data a decorrere dalla quale le operazioni delle società partecipanti alla fusione sono imputate al bilancio della Società Incorporante, gli effetti della fusione decorreranno, invece, a decorrere dalle ore 00.01 del primo giorno dell'esercizio in corso al momento del verificarsi degli effetti reali della fusione come sopra definiti, così come consentito dal disposto dall'art. 2504-bis, comma 3 del codice civile italiano e dagli artt. 179, co. 1 e 172, comma 9 Decreto Presidente della Repubblica Italiana n.917/86.

In generale, la regolamentazione fiscale della fusione inversa transfrontaliera risulta improntata al principio della neutralità fiscale, così come previsto dall'art. 179 del Testo unico per le imposte dirette decreto del Presidente della Repubblica Italiana n.917/86. Essa, infatti, non dà luogo a realizzo o distribuzione di plusvalenze o minusvalenze dei beni delle società partecipanti alla fusione transfrontaliera, compreso quello relative alle rimanenze e il valore di avviamento.

Ai fini delle imposte indirette, la fusione costituisce un'operazione esclusa dall'ambito applicativo dell'IVA ai sensi dell'art. 2, comma 3, lettera f) del decreto del Presidente della Repubblica Italiana n. 633/72. Tale operazione viene assoggettata ad imposta fissa di registro.

**8. Trattamento eventualmente riservato a particolari categorie di soci e ai possessori di titoli diversi dalle azioni.** Non sono previsti, in dipendenza della fusione, trattamenti particolari per speciali categorie di soci o di singoli titolari di titoli di diversi da azioni.

**9. Vantaggi particolari eventualmente proposti a favore degli amministratori delle società partecipanti alla fusione.** Non sono previsti vantaggi particolari a favore degli organi amministrativi delle Società Partecipanti all'operazione di fusione.

**10. Vantaggi particolari eventualmente proposti a favore dei membri degli organi di controllo delle società partecipanti alla fusione e a favore di terzi.** Nessun beneficio è stato attribuito ai componenti degli organi di controllo delle Società partecipanti alla Fusione o a terzi, anche esperti, in relazione alla Fusione.

Nessun revisore o esperto è stato nominato dalle Società partecipanti alla Fusione in quanto il Codice Civile Italiano e il decreto legislativo italiano n. 108/2008 in presenza di fusione semplificate non richiedono la relazione degli esperti e anche ai sensi degli articoli 278 e 280 della Legge Lussemburghese essa non è necessaria.

**11. Motivazioni economiche della fusione inversa transfrontaliera.** Il presente Progetto di Fusione - e più in generale l'operazione di fusione - scaturisce dall'esigenza di procedere alla concentrazione in capo alla Società Incorporante delle attività svolte in precedenza in modo indipendente dalle Società Incorporande.

L'operazione si inquadra nell'ambito di un più vasto processo di semplificazione e riorganizzazione societaria avviato dalla Società Incorporante, con l'obiettivo di perseguire una maggiore flessibilità dei Processi interni e di contenere i costi di struttura. Per effetto della riorganizzazione societaria proposta con il presente Progetto di Fusione si otterrà una sem-

plicazione della struttura della catena partecipativa, nonché un'ottimizzazione della gestione delle risorse e dei flussi economico-finanziari derivanti dalle attività frazionate in capo alle due società, La concentrazione in una unica società - la subholding italiana Diatec holding s.p.a. - delle attività di detenzione e di gestione delle partecipazioni attualmente svolte dalle Società Incorporande Diatec International S.A. e Superbond S.A., semplifica la catena di controllo, producendo un'evidente riduzione dei costi connessi alla struttura societaria del gruppo ed evita duplicazioni di competenze societarie, aggravati di tempi e farraginosità derivanti dall'applicazione di due normative distinte.

A tali finalità operative della fusione si associano alcune non trascurabili sinergie derivanti dall'eliminazione di duplicazioni amministrative, con conseguenti risparmi di costi generali dovuti all'esercizio dell'attività imprenditoriale per mezzo di un'unica società in luogo delle tre attuali. L'unificazione dei complessi aziendali che caratterizzano la prospettiva operazionale di fusione, rende possibile il perseguimento di peculiari finalità economiche, tra le quali la maggior integrazione aziendale e riduzione dei costi gestionali e organizzativi.

Riassumendo, gli effetti attesi dell'operazione di riorganizzazione societaria, possono così sintetizzarsi:

- ridimensionamento dei costi di struttura;
- semplificazione dei flussi finanziari;
- semplificazione dell'articolazione societaria del gruppo in un'ottica di smembramento dell'attuale catena di collegamento tra le società partecipanti alla fusione.

**12. Intenzioni in merito alla prosecuzione o cessazione dell'attività.** Le attività condotte dalle Società Incorporande saranno proseguite dalla Società Incorporante. Si prevede che la Fusione non abbia alcun effetto negativo sull'attività sociale.

**13. Approvazione delle delibere che danno esecuzione alla fusione.** Ai sensi della Statuto della Società Incorporante, la Fusione sarà approvata dall'Assemblea straordinaria mediante una delibera nella forma di atto pubblico notarile non prima di trenta giorni dalla data di pubblicazione nella Gazzetta Ufficiale della Repubblica Italiana delle informazioni richieste dall'art. 7 del decreto legislativo italiano n.108/2008.

Ai sensi dell'art. 262 della Legge Lussemburghese, la Fusione sarà approvata con delibera dei soci delle Società Incorporande in forma notarile non prima di un mese dalla pubblicazione del Progetto Comune nel Mémorial di Lussemburgo, se necessario nonostante il disposto degli articoli 279 comma 2 e 280 della Legge Lussemburghese.

**14. Prevedibili ripercussioni della fusione sull'occupazione.** Alla data di approvazione del Progetto Comune di Fusione da parte del consiglio di Amministrazione della Società Incorporante, quest'ultima ha 14 dipendenti. La fusione non avrà ripercussioni sul loro rapporto di lavoro.

Alla data di approvazione del Progetto Comune di Fusione da parte del consiglio di Amministrazione delle Società Incorporande, quest'ultime non hanno personale dipendente.

Nonostante quanto sopra evidenziato, ai sensi dell'art. 265 della Legge Lussemburghese e dell'art. 8 del decreto legislativo italiano n. 108/2008, tutta la documentazione relativa alla Fusione sarà messa a disposizione dalle Società partecipanti alla fusione dei dipendenti almeno un mese prima delle assemblee straordinarie che delibereranno in merito alla Fusione.

**15. Procedure per la partecipazione dei lavoratori.** Nessuna delle Società partecipanti alla Fusione supera le soglie per la nomina dei rappresentanti dei lavoratori; pertanto, le condizioni stabilite dagli articoli L426-1 e seguenti del Codice del lavoro lussemburghese e dell'art. 265 della Legge lussemburghese sulla rappresentanza dei lavoratori non sono applicabili.

L'art. 19 del decreto legislativo italiano n. 108/2008 e l'art. 261 comma 4 lettera c) della Legge Lussemburghese che disciplinano la partecipazione dei lavoratori non è applicabile alla presente Fusione, in quanto nessuna Società partecipante adotta un sistema di partecipazione dei lavoratori e comunque non impiega più di Cinquecento lavoratori.

**16. Informazioni circa la valutazione delle attività e passività delle società incorporande.** La valutazione delle attività e delle passività delle Società Incorporande viene effettuata sulla base di una situazione patrimoniale al 31 maggio 2015 delle Società Incorporande. Le attività e passività sono imputate al valore netto contabile alla data di efficacia di cui al precedente punto 6. La valutazione delle attività e delle passività della Società Incorporante è effettuata sulla base dei valori di bilancio al 31.12.2015.

**17. Diritti dei creditori.** Ai sensi dell'art. 268 della Legge lussemburghese del 10 agosto 1915 gli eventuali creditori delle Società Incorporande avranno titolo a presentare opposizione presso la Corte Distrettuale (Tribunal d'arrondissement) di Lussemburgo al fine di richiedere garanzie su attività e passività delle Società Incorporande, nel caso in cui tale Corte dovesse considerare che la Fusione proposta possa rischiare di danneggiare i creditori delle Società Incorporande.

Ai sensi dell'art. 2503 del ce. italiano i creditori della Società Incorporante possono fare opposizione entro 60 giorni dall'iscrizione della delibera di fusione al registro delle imprese italiano competente innanzi al Tribunale di Milano.

Ulteriori informazioni in merito possono essere reperite presso la sede legale delle Società Incorporande come sopra riportate.

Ai sensi dell'art. 7 del decreto legislativo italiano n. 108/2008 tali informazioni vengono fornite tramite la pubblicazione sulla Gazzetta Ufficiale della Repubblica Italiana di cui precedente punto 13.



**18. Formalità.** La Società Incorporante:

- effettuerà tutte le pubblicazioni legali relative ai trasferimenti effettuati in relazione alla Fusione;
- renderà le dichiarazioni ed effettuerà le necessarie formalità ai fini dell'esecuzione degli adempimenti amministrativi finalizzati a dare continuità alle attività e passività delle Società Incorporande;
- effettuerà tutte le formalità al fine di rendere il suddetto trasferimento delle attività e passività opponibile ai terzi.

Milano, 28 luglio 2015.

*PER LA SOCIETÀ INCORPORANTE*

DIATEC HOLDING S.P.A.

Cav. Diego Mosna

*Il presidente del consiglio d'amministrazione*

Lussemburgo, 28 luglio 2015.

*PER LE SOCIETÀ INCORPORANDE*

DIATEC INTERNATIONAL S.A.

Stefano Corvo

*L'amministratore delegato*

Lussemburgo, 28 luglio 2015.

SUPERBOND S.A.

Stefano Corvo

*L'amministratore delegato*

**Annex 1. Statuten der aufnehmenden gesellschaft**

STATUTO  
DELLA SOCIETÀ  
"DIATEC HOLDING S.P.A."

**Denominazione - Scopo - sede - Durata**

**Art. 1.**

1.1 E' costituita una Società per azioni denominata  
"DIATEC HOLDING S.p.A."

**Art. 2.**

2.1 La Società ha sede nel Comune di Milano.

2.2 L'Organo Amministrativo ha facoltà di trasferire la sede nell'ambito del territorio nazionale e di istituire e di sopprimere ovunque sedi secondarie e unità locali operative.

**Art. 3.**

3.1 La Società ha per oggetto le seguenti attività:

- l'esercizio non nei confronti del pubblico delle attività di assunzioni di partecipazioni, di concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma, di prestazioni di servizi di pagamento e di intermediazione in cambi, così come previsto dall'art. 113 decreto legislativo 01/09/1993 n. 385;

- la prestazione per conto di Società sia partecipate che non partecipate di servizi tecnico amministrativi nell'ambito di attività di natura finanziaria, commerciale, contabile: trattasi a titolo esemplificativo di attività di acquisizione, trascrizione, elaborazione di dati, attività per la gestione della contabilità, la gestione amministrativa della clientela e dei relativi incassi, dei fornitori e dei relativi pagamenti, la predisposizione di documenti di lavoro e altri elaborati quali ad esempio situazioni contabili e rapporti gestionali. La Società può compiere le prestazioni di servizi di natura informatica mediante consulenze o realizzazione di programmi informatici; prestazioni di servizio per aggiornamento tecnico mediante corsi, convegni e pubblicazioni; prestazioni di servizio di natura informativa mediante la gestione di banche dati. Vengono in ogni caso escluse le attività riservate ai liberi professionisti;

- l'attività di acquisto, costruzione, vendita e gestione, in conto proprio, di immobili civili, commerciali, industriali ed agricoli;

- l'esercizio di attività di servizio, promozione e marketing anche nella qualità di commissionaria, di agenzia, di rappresentanza relativamente alla commercializzazione dei prodotti delle Società controllate e collegate.

3.2 Per il raggiungimento dell'oggetto sociale, la Società potrà altresì compiere ogni operazione commerciale, industriale ed immobiliare; a tale fine potrà altresì compiere in via non prevalente e con espressa esclusione di qualsiasi attività svolta nei confronti del pubblico, operazioni finanziarie e mobiliari, concedere fidejussioni, avalli, cauzioni, garanzie anche a favore di terzi.

3.3. Salvo il disposto di cui all'art. 2361 cod. civ., potrà assumere o cedere partecipazioni in imprese, enti o Società, aventi scopo analogo o affine al proprio al solo fine del conseguimento dell'oggetto sociale e purché non nei confronti del pubblico, nonché costituire o partecipare alla costituzione di associazioni temporanee d'impresa.

#### **Art. 4.**

4.1 La durata della Società è fissata sino al 31 (trentuno) dicembre 2050 (duemilacinquanta), salvo proroghe o anticipato scioglimento a sensi di legge o di statuto.

### **Capitale sociale - Finanziamenti soci**

#### **Art. 5.**

5.1 Il capitale è fissato in Euro 8.000.000,00 (ottomilioni virgola zero zero). Esso è suddiviso in n. 800.000 (ottocentomila) azioni del valore di Euro 10 (dieci) ciascuna. A ciascun socio è attribuito apposito certificato nominativo nel quale, oltre agli estremi identificativi della Società (denominazione, sede, capitale sociale, iscrizione al Registro Imprese) deve essere indicato il numero di azioni spettanti al titolare del certificato medesimo. Il certificato dovrà essere sottoscritto da un Amministratore della Società. Il certificato potrà essere trasferito, anche per garanzia, con le stesse modalità previste dalle vigenti disposizioni di legge per la circolazione delle azioni (e quindi anche per girata).

5.2 Il capitale potrà essere aumentato a pagamento (mediante nuovi conferimenti in denaro o in natura) o a titolo gratuito (mediante passaggio a capitale di riserve o altri fondi disponibili) in forza di deliberazione dell'assemblea straordinaria dei soci.

5.3 L'assemblea, con apposita delibera adottata in sede straordinaria, potrà attribuire all'organo amministrativo la facoltà di aumentare in una o più volte il capitale sino ad un ammontare determinato e per il periodo massimo di cinque anni dalla data della deliberazione, esclusa comunque la facoltà di escludere o limitare il diritto di opzione. La delibera di aumento del capitale assunta dall'organo amministrativo in esecuzione di detta delega dovrà risultare da verbale redatto da Notaio.

5.4 L'aumento del capitale non può essere eseguito fino a che le azioni precedentemente emesse non siano state interamente liberate.

#### **Art. 6.**

6.1. Il capitale potrà essere ridotto nei casi e con le modalità di legge mediante deliberazione dell'Assemblea straordinaria dei soci.

#### **Art. 7.**

7.1 Il domicilio dei soci, nei rapporti con la Società o tra di loro, è quello che risulta dal libro dei soci.

7.2 I soci hanno diritto di esaminare i libri sociali obbligatori ai sensi delle vigenti disposizioni di legge e di ottenerne estratti a proprie spese.

7.3 I soci potranno eseguire, su richiesta dell'organo amministrativo ed in conformità alle vigenti disposizioni di carattere fiscale, versamenti in conto/capitale ovvero finanziamenti sia fruttiferi che infruttiferi, che non costituiscano raccolta di risparmio tra il pubblico a sensi delle vigenti disposizioni di legge in materia bancaria e creditizia.

### **Partecipazioni - Trasferimento delle azioni e delle partecipazioni**

#### **Art. 8.**

8.1 E' consentita l'attribuzione di una partecipazione anche non proporzionale ai conferimenti, rispettando il totale complessivo dei conferimenti. In mancanza di specifica determinazione in tal senso, a ciascun socio è tuttavia assegnato un numero di azioni proporzionale alla parte del capitale sociale sottoscritta e per un valore non superiore a quello del suo conferimento.

8.2 Le azioni conferiscono ai loro possessori uguali diritti. Tuttavia con apposita delibera di assemblea straordinaria possono essere create particolari categorie di azioni fornite di diritti diversi a sensi degli artt. 2348 e segg. cod. civ.. In tal caso le deliberazioni dell'assemblea che pregiudicano i diritti di una di esse, devono essere approvate anche dall'assemblea speciale degli appartenenti alla categoria interessata. Alle assemblee speciali si applicano le disposizioni relative alle assemblee straordinarie.

#### **Art. 9.**

9.1 Nel caso di proprietà di un'azione, i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune nominato secondo le modalità previste dagli articoli 1105 e 1106 del codice civile

9.2 Nel caso di pegno, usufrutto o sequestro sulle azioni si applica l'articolo 2352 del codice civile.

9.3 Per l'acquisto da parte della Società di azioni proprie, per il compimento di altre operazioni su azioni proprie e per l'acquisto di azioni da parte di Società controllate si applicano le disposizioni di cui agli artt. 2357 e segg. c.c.

La Società controllata da altra Società non pu esercitare il diritto di voto nelle assemblee di questa. È vietato alle Società di costituire o di aumentare il capitale mediante sottoscrizione reciproca di azioni, anche per tramite di Società fiduciaria o per interposta persona.



**Art. 10.**

10.1 Le azioni sono trasferibili per atto tra vivi, salvo il diritto di prelazione a favore degli altri soci. A tal fine il socio dovrà comunicare all'organo amministrativo la propria intenzione di alienare specificando per iscritto la proposta, eventuali condizioni ed il regime patrimoniale dei cessionari. L'organo amministrativo, entro venti (venti) giorni dal ricevimento, comunica la proposta agli altri soci con lettera raccomandata con avviso di ricevimento. Questi devono esercitare la prelazione entro i 60 (sessanta) giorni successivi; se più soci manifestassero l'intenzione di esercitare la prelazione le azioni offerte in vendita saranno suddivise tra di loro in proporzione al capitale sociale posseduto. In caso di mancato esercizio del diritto di prelazione nei termini suddetti, il cessionario non socio deve essere comunque soggetto gradito all'Organo Amministrativo che deve pronunciarsi, mediante apposita delibera, senza obbligo di motivazione. Tale decisione deve essere comunicata al socio trasferente con lettera raccomandata entro sessanta giorni dall'inutile decorso del termine ultimo per l'esercizio del diritto di prelazione; in mancanza di risposta entro tale termine il gradimento si intende reso in senso affermativo. Nel caso di mancato gradimento al socio spetta il diritto di recesso.

10.2 Le azioni sono trasferibili senza l'osservanza delle suddette formalità, nel caso in cui la cessione avvenga a favore del coniuge, di parenti in linea retta di un socio o di Società controllante, controllata o collegata.

10.3 L'intestazione a Società fiduciaria o la reintestazione, da parte della stessa (previa esibizione del mandato fiduciario) agli effettivi proprietari non è soggetta a quanto disposto dal presente articolo.

**Art. 11.**

11.1 Il trasferimento delle azioni mortis causa, sia a titolo particolare che universale, è libero.

**Assemblee****Art. 12.**

12.1 L'Assemblea è ordinaria o straordinaria a sensi di legge.

12.2 L'assemblea deve essere convocata dall'Organo Amministrativo, anche su domanda dei soci a sensi dell'art. 2367 cod. civ.; l'assemblea è convocata presso la sede sociale, ovvero in altro luogo purché nell'ambito del territorio di Nazione appartenente alla Unione Europea.

12.3 L'Assemblea viene convocata con avviso comunicato ai soci con mezzi che garantiscano la prova dell'avvenuto ricevimento almeno 8 (otto) giorni prima dell'assemblea.

12.4 Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare. Nell'avviso di convocazione potrà essere prevista una seconda convocazione ed ulteriori convocazioni, per le quali valgono le medesime maggioranze previste per l'assemblea di seconda convocazione.

12.5 In mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita in forma totalitaria quando è rappresentato l'intero capitale sociale e partecipa alla assemblea la maggioranza dei componenti degli organi amministrativi e di controllo. Tuttavia in tale ipotesi ciascuno dei partecipanti può opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

12.6 Nell'ipotesi di cui al precedente punto, dovrà essere data tempestiva comunicazione delle deliberazioni assunte ai componenti degli organi amministrativi e di controllo non presenti.

**Art. 13.**

13.1 L'Assemblea è presieduta dall'Amministratore Unico o dal Presidente del Consiglio di Amministrazione. In caso di assenza o di impedimento, l'Assemblea sarà presieduta dalla persona eletta con il voto della maggioranza dei presenti.

13.2 L'Assemblea nomina un segretario anche non socio ed occorrendo uno o più scrutatori anche non soci.

13.3 Spetta al Presidente dell'Assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare i risultati delle votazioni.

**Art. 14.**

14.1 Possono intervenire all'assemblea i soci cui spetta il diritto di voto.

14.2 Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare per delega scritta nel rispetto dei limiti prescritti dall'art. 2372 cod. civ. E' ammessa anche la procura generale a valere per più assemblee, indipendentemente dal loro ordine del giorno.

14.3 I soci intervenuti che riuniscono un terzo del capitale rappresentato nell'assemblea, se dichiarano di non essere sufficientemente informati sugli oggetti posti in deliberazione, possono chiedere che l'assemblea sia rinviata a non oltre cinque giorni; questo diritto non può esercitarsi che una sola volta per lo stesso oggetto.

14.4 E' possibile tenere le riunioni dell'Assemblea, sia ordinaria che straordinaria, con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati e ciò alle seguenti condizioni, cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il Presidente dell'Assemblea ed il Segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;

- che sia consentito al Presidente dell'Assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti;
- che siano indicati nell'avviso di convocazione i luoghi audio/video collegati a cura della Società.

#### **Art. 15.**

15.1 Ogni azione attribuisce il diritto di voto, salvo che nel caso in cui siano state create azioni senza diritto di voto o con diritto limitato a particolari argomenti, o con diritto di voto subordinato al verificarsi di particolari condizioni, non meramente potestative. Il valore di tali azioni non può complessivamente superare la metà del capitale sociale.

15.2 L'assemblea ordinaria in prima convocazione è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale e delibera a maggioranza assoluta del capitale presente. L'assemblea ordinaria in seconda convocazione è regolarmente costituita qualunque sia la parte di capitale rappresentata dai soci partecipanti e delibera a maggioranza assoluta del capitale presente.

15.3 L'assemblea straordinaria in prima convocazione è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino più della metà del capitale sociale e delibera col voto favorevole di tanti soci che rappresentino più della metà del capitale sociale.

L'assemblea straordinaria in seconda convocazione è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino oltre un terzo del capitale sociale e delibera col voto favorevole di almeno i due terzi del capitale rappresentato in assemblea; anche in seconda convocazione, è comunque necessario il voto favorevole di tanti soci che rappresentino più di un terzo del capitale sociale per le deliberazioni concernenti il cambiamento dell'oggetto sociale, la trasformazione della Società, lo scioglimento anticipato, la proroga della Società, la revoca dello stato di liquidazione, il trasferimento della sede sociale all'estero e l'emissione delle azioni di cui al II comma dell'art. 2351 cod. civ..

15.4 Salvo diversa disposizione di legge le azioni per le quali non può essere esercitato il diritto di voto sono computate ai fini della regolare costituzione dell'assemblea. Le medesime azioni e quelle per le quali il diritto di voto non è stato esercitato a seguito della dichiarazione del socio di astenersi per conflitto di interessi non sono computate ai fini del calcolo della maggioranza e della quota di capitale richiesta per l'approvazione della deliberazione.

#### **Art. 16.**

16.1 Le deliberazioni dell'Assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal Presidente e dal Segretario o dal notaio, se richiesto dalla legge o dal presidente dell'assemblea.

16.2 Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

16.3 Il verbale dell'assemblea straordinaria deve essere redatto da un notaio.

### **Amministrazione**

#### **Art. 17.**

17.1 La Società potrà essere amministrata, alternativamente, a seconda di quanto stabilito in occasione della nomina:

- da un Amministratore Unico;
- da un Consiglio di Amministrazione composto da un minimo di tre ad un massimo di sette componenti.

17.2 La nomina degli amministratori spetta all'assemblea ordinaria dei soci, salvo che per i primi amministratori che sono nominati nell'atto costitutivo.

17.3 Gli amministratori potranno essere anche non soci. Non possono essere nominati alla carica di Amministratore e se nominati decadono dall'ufficio coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 2382 cod. civ..

17.4 Gli amministratori sono soggetti al divieto di concorrenza di cui all'art. 2390 cod. civ., con esclusione delle Società controllate, controllanti e collegate.

#### **Art. 18.**

18.1 Gli Amministratori non possono essere nominati per un periodo superiore a tre esercizi e scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio. In mancanza di qualsiasi precisazione gli amministratori si intendono nominati per tre esercizi. Essi sono rieleggibili.

18.2 Nel caso sia stato nominato il Consiglio di Amministrazione, se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori, gli altri provvedono a sostituirli con deliberazione approvata dal collegio sindacale, purché la maggioranza sia sempre costituita da amministratori nominati dall'assemblea. Gli amministratori così nominati restano in carica fino alla prossima assemblea. Se viene meno la maggioranza degli amministratori nominati dall'assemblea, quelli rimasti in carica devono convocare l'assemblea perché provveda alla sostituzione dei mancanti; gli amministratori così nominati scadono insieme con quelli in carica all'atto della loro nomina. Se vengono a cessare l'Amministratore Unico o tutti gli Amministratori, l'Assemblea per la nomina dell'amministratore o dell'intero consiglio deve essere convocata d'urgenza dal Collegio Sindacale, il quale può compiere nel frattempo gli atti di ordinaria amministrazione.

**Art. 19.**

19.1 Il Consiglio di Amministrazione, qualora non vi abbia provveduto l'Assemblea, nomina nella sua prima adunanza fra i propri componenti il Presidente e, se lo ritiene opportuno, un Vice Presidente che sostituisca il Presidente in caso di assenza o impedimento, nonché, anche fra estranei, un Segretario.

19.2 Il Consiglio si riunisce presso la sede sociale o altrove ogni volta che il Presidente lo giudichi necessario o quando ne sia fatta domanda da almeno un terzo dei suoi componenti o dal Collegio dei Sindaci.

La convocazione deve avvenire con avviso raccomandato, telegramma, ovvero a mezzo fax o posta elettronica al domicilio o al numero risultante nei libri sociali con prova di ricevimento, inviato ai componenti del Consiglio di Amministrazione e del Collegio Sindacale, almeno 5 (cinque) giorni prima dell'adunanza.

In caso di urgenza il termine può essere ridotto a non meno di 24 (ventiquattro) ore.

In difetto di tale formalità il Consiglio delibera con la presenza di tutti i consiglieri e dei componenti effettivi del Collegio Sindacale.

E' ammessa la possibilità che le adunanze del Consiglio di Amministrazione si tengano per audio/video collegati, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati e sia loro consentito di seguire la discussione e di intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati, nonché di ricevere, trasmettere e visionare documenti; verificandosi tali presupposti, il Consiglio si considera tenuto nel luogo in cui si trova il Presidente, luogo in cui deve pure trovarsi il segretario della riunione, onde consentire la stesura e la sottoscrizione del relativo verbale, nonché la successiva trascrizione nel libro delle adunanze e delle deliberazioni del Consiglio di Amministrazione.

19.3 Le riunioni del Consiglio sono presiedute dal Presidente ed in sua assenza dal Vice Presidente. In mancanza di entrambi sono presiedute dal consigliere più anziano. Per la validità delle deliberazioni del Consiglio è necessaria la presenza della maggioranza degli amministratori in carica. Le deliberazioni sono assunte a maggioranza assoluta di voti dei presenti; in caso di parità, prevale il voto del Presidente.

**Art. 20.**

20.1 L'organo amministrativo è investito dei più ampi poteri per la gestione ordinaria e straordinaria della Società, esclusi solo quelli che la legge riserva all'Assemblea. Può nominare direttori e procuratori per singoli atti o categorie di atti.

Salve le limitazioni di legge, il Consiglio di Amministrazione può delegare parte delle proprie attribuzioni ad un Comitato Esecutivo composto di alcuni dei suoi componenti, o ad uno o più dei suoi componenti determinando i limiti della delega.

20.2 Possono essere adottate dall'Organo Amministrativo, in luogo dell'assemblea dei soci, le decisioni relative a:

- l'approvazione del progetto di fusione nei casi ed alle condizioni di cui agli artt. 2505 e 2505 bis del cod. civ.;
- la riduzione del capitale in caso di recesso del socio;
- gli adeguamenti dello Statuto a disposizioni normative;
- l'indicazione di quali tra gli amministratori hanno la rappresentanza della Società;
- l'aumento del capitale nei limiti ed alle condizioni di cui al precedente art. 5.3;
- l'emissione di obbligazioni convertibili ai sensi dell'art. 2420-ter cod. civ.;
- l'emissione, nei casi consentitigli, di strumenti finanziari.

20.3 Le decisioni dell'Organo amministrativo sulle materie di cui al precedente comma, debbono essere adottate con verbale redatto da Notaio.

**Art. 21.**

21.1 All'Amministratore Unico ed al Presidente del Consiglio di Amministrazione spetta la rappresentanza generale della Società.

21.2 La rappresentanza sociale spetta anche agli Amministratori Delegati, ai direttori, agli institori ed ai procuratori nei limiti dei poteri determinati dall'Organo Amministrativo nell'atto di nomina.

**Art. 22.**

22.1 Ai componenti dell'organo amministrativo può competere, oltre al rimborso delle spese sostenute per l'esercizio ed a causa delle proprie funzioni, anche un compenso annuo stabilito dall'Assemblea.

22.2 Nel caso la Società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, la remunerazione degli amministratori investiti di particolari cariche è stabilita dal consiglio stesso, sentito il parere del collegio sindacale. L'assemblea può anche determinare un importo complessivo per la remunerazione di tutti gli amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche.

22.3 A favore degli amministratori può essere riconosciuta un'indennità di fine mandato anche in forma assicurativa, nella misura deliberata dall'assemblea dei soci.

## Organi di controllo

### Art. 23.

23.1 Il controllo della Società viene attribuito ad un unico organo, il Collegio Sindacale, ovvero a due organi, il Collegio Sindacale ed un Revisore Contabile ovvero una Società di revisione iscritti nel registro istituito presso il Ministero della Giustizia. Nel primo caso al Collegio Sindacale spetta di:

- vigilare sull'osservanza della legge e dello statuto, sul rispetto dei principi di corretta amministrazione ed in particolare sull'adeguatezza dell'assetto organizzativo, amministrativo e contabile adottato dalla Società e sul suo concreto funzionamento;

- esercitare il controllo contabile. Nel secondo caso:

- al Collegio Sindacale spetta di vigilare sull'osservanza della legge e dello statuto, sul rispetto dei principi di corretta amministrazione ed in particolare sull'adeguatezza dell'assetto organizzativo, amministrativo e contabile adottato dalla Società e sul suo concreto funzionamento;

- al Revisore Contabile ovvero ad una Società di revisione iscritti nel registro istituito presso il Ministero della Giustizia, spetta il controllo contabile.

La scelta se affidare il controllo contabile ad un revisore contabile o ad una Società di revisione, come pure la relativa nomina competono all'assemblea ordinaria dei soci e per la prima volta nell'atto costitutivo.

23.2 Il Collegio Sindacale dovrà essere integralmente costituito da Revisori Contabili iscritti nel Registro istituito presso il Ministero della Giustizia.

### Art. 24.

24.1 Il Collegio Sindacale si compone di tre componenti effettivi e di due supplenti, conformemente al disposto dell'art. 2397 cod. civ. e funziona secondo le norme di legge.

24.2 I sindaci, compreso il Presidente, sono nominati per la prima volta nell'atto costitutivo e successivamente dall'assemblea dei soci. Essi restano in carica per tre esercizi e scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica. La cessazione dei sindaci per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il collegio è stato ricostituito. I sindaci sono rieleggibili.

24.3 Non possono essere nominati alla carica di Sindaco e se nominati decadono dall'ufficio coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 2399 cod. civ.. La retribuzione dei sindaci è determinata dall'assemblea dei soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del loro ufficio.

## Recesso del socio

### Art. 26.

26.1 Hanno diritto di recedere, per tutte o parte delle loro azioni, i soci che non hanno concorso alle deliberazioni riguardanti:

- la modifica della clausola dell'oggetto sociale quando consente un cambiamento significativo dell'attività della Società;
- la trasformazione della Società;
- il trasferimento della sede sociale all'estero;
- la revoca dello stato di liquidazione;
- l'eliminazione di una o più cause di recesso previste dalla legge o dal presente statuto;
- la modifica dei criteri di determinazione del valore dell'azione in caso di recesso;
- le modificazioni dello statuto concernenti i diritti di voto o di partecipazione.

Hanno inoltre diritto di recedere i soci che non hanno concorso all'approvazione delle deliberazioni riguardanti:

- la proroga del termine;
- l'introduzione o la rimozione di vincoli alla circolazione dei titoli azionari.

Qualora la Società sia soggetta ad attività di direzione e coordinamento ai sensi degli artt. 2497 e seguenti cod. civ., spetterà ai soci il diritto di recesso nelle ipotesi previste dall'art. 2497 quater cod. civ..

Il diritto di recesso spetta in tutti gli altri casi previsti dalla legge o dal presente statuto.

26.2 Il diritto di recesso è esercitato mediante lettera raccomandata che deve essere spedita entro quindici giorni dall'iscrizione nel registro delle Imprese della delibera che lo legittima, con l'indicazione delle generalità del socio recedente, del domicilio per le comunicazioni inerenti al procedimento, del numero e della categoria delle azioni per le quali il diritto di recesso viene esercitato. Se il fatto che legittima il recesso è diverso da una deliberazione, esso è esercitato entro trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio.

26.3 Le azioni per le quali è esercitato il diritto di recesso non possono essere cedute e devono essere depositate presso la sede sociale.

26.4 Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia, se, entro novanta giorni, la Società revoca la delibera e/o la decisione che lo legittima, ovvero se è deliberato lo scioglimento della Società.

26.5 I soci che recedono dalla Società hanno diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione in proporzione alla consistenza patrimoniale della Società e, per l'appunto, mediante l'adozione del criterio del patrimonio rettificato secondo la formula

$V = k$  (V=valore della Società;

k = patrimonio netto rettificato) con conseguente esclusione, ai fini anzidetti, della valorizzazione del valore dell'avviamento.

La rettifica del patrimonio netto avverrà tenendo conto dei soli cespiti immobiliari.

La valutazione dovrà essere eseguita avuto riferimento alla situazione patrimoniale alla data del recesso.

### **Bilancio e destinazione degli utili**

#### **Art. 27.**

27.1 Gli esercizi sociali si chiudono al 31 dicembre di ogni anno.

27.2 Alla chiusura di ciascun esercizio sociale l'organo amministrativo provvede alla redazione del bilancio di esercizio ed alle conseguenti formalità rispettando le vigenti norme di legge.

27.3 L'assemblea per l'approvazione del bilancio deve essere convocata entro 120 (centoventi) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale ovvero entro 180 (centottanta) giorni nel caso di Società tenute alla redazione del bilancio consolidato e quando lo richiedono particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della Società. In questi casi gli amministratori devono segnalare nella loro relazione sulla gestione le ragioni della dilazione.

#### **Art. 28.**

28.1 Gli utili netti, prelevata una somma non inferiore al 5% (cinque per cento) per la riserva legale e sino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale, saranno ripartiti fra i Soci in proporzione alle quote di capitale sociale, salvo che l'Assemblea non disponga di destinarli a riserva.

28.2 E' consentita la distribuzione di acconti su dividendi esclusivamente alle condizioni e nei limiti di cui all'art. 2433-bis cod. civ..

### **Obbligazioni e strumenti finanziari diversi**

#### **Art. 29.**

29.1 L'emissione di obbligazioni ordinarie è deliberata dall'organo amministrativo, mentre l'emissione di obbligazioni convertibili è deliberata dall'assemblea straordinaria.

29.2 L'assemblea, con apposita delibera adottata in sede straordinaria, potrà attribuire all'organo amministrativo la facoltà di emettere in una o più volte obbligazioni convertibili sino ad un ammontare determinato e per il periodo massimo di cinque anni dalla data della deliberazione, esclusa comunque la facoltà di escludere o limitare il diritto di opzione spettante ai soci o ai possessori di altre obbligazioni convertibili.

#### **Art. 30.**

30.1 La Società può emettere altri strumenti finanziari diversi dalle obbligazioni, forniti di specifici diritti patrimoniali e/o amministrativi escluso comunque il voto nell'assemblea dei soci, e ciò a fronte dell'apporto da parte dei soci o di terzi anche di opera o servizi, ai sensi dell'art. 2346, ultimo comma, cod. civ..

30.2 L'emissione di tali strumenti finanziari è deliberata dall'assemblea straordinaria dei soci.

30.3 La Società può emettere detti strumenti finanziari per somma complessivamente non eccedente il capitale sociale, la riserva legale e le riserve disponibili risultanti dall'ultimo bilancio approvato.

30.4 La delibera di emissione di detti strumenti finanziari deve prevedere le condizioni di emissione, i diritti che conferiscono tali strumenti, le sanzioni in caso di inadempimento delle prestazioni, le modalità di trasferimento e di circolazione e le modalità di rimborso.

30.5 Gli strumenti finanziari che condizionino tempi e l'entità del rimborso del capitale all'andamento economico della Società sono soggetti alle disposizioni della sezione VII, capo V, libro V, cod. civ..

30.6 Ai patrimoni destinati ad uno specifico affare ed ai relativi strumenti finanziari eventualmente emessi si applica la disciplina di cui alla sezione XI, capo V, cod. civ..

### **Scioglimento e liquidazione**

#### **Art. 31.**

31.1 Addivenendosi per qualsiasi motivo allo scioglimento, l'Assemblea determinerà i criteri per la liquidazione, nominando uno o più liquidatori.

### **Norme di rinvio**

#### **Art. 32.**

32.1 Per quanto non previsto nel presente statuto valgono le norme di legge in materia di Società per Azioni.

Référence de publication: 2015150800/1317.

(150165544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2015.

---

**Capula Luxembourg Limited, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 80.000,00.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 160.145.

In the year two thousand and fifteen, on the seventeenth day of July, before us, Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Capula Luxembourg Limited, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) under number B 160.145, and having a share capital of one hundred sixty thousand United States dollars (USD 160,000.-) (the Company). The Company was incorporated on 25 March 2011 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, published on 15 July 2011 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1588 page 76178. The articles of association of the Company have been amended for the last time on 28 July 2014, pursuant to a deed of Maître Edouard Delosch, prenamed, published on 02 October 2014 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2783 page 133547.

The Meeting was chaired by Anne Loubet, with professional address in Luxembourg (the Chairman), who appointed Anne-Marie Pratiffi, with professional address in Luxembourg as secretary of the Meeting (the Secretary).

The Meeting appointed Thomas Ségal, with professional address in Luxembourg, as scrutineer of the Meeting (the Scrutineer).

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer constitute the bureau of the Meeting (the Bureau).

The shareholders represented at the Meeting and the number of shares they respectively hold are indicated on an attendance list which will remain attached to the present deed after having been signed by the proxyholder of the shareholders represented at the Meeting, the members of the Bureau and the notary.

The proxies from the shareholders represented at the present Meeting, after having been signed ne varietur by all appearing parties, will also remain attached to the present deed to be filed with it.

The Bureau having thus been validly constituted, the Chairman declared and requested the notary to record that:

I. It appears from an attendance list established and executed by the members of the Bureau that eight million (8,000,000) class B shares, series 1 to 13, two million (2,000,000) class C shares, series 1 to 11, two million (2,000,000) class D shares, series 1 to 13 and four million (4,000,000) class E shares, series 1 to 9, having a par value of one United States cent (USD 0.01), representing the entirety of the subscribed share capital of the Company in the amount of one hundred sixty thousand United States dollars (USD 160,000.-), is duly represented at the Meeting which is consequently regularly constituted and may validly deliberate upon all the items on the agenda.

II. The agenda of the Meeting is the following:

1. Waiver of convening notices.

2. Reduction of the share capital of the Company by an amount of eighty thousand United States dollars (USD 80,000.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of one hundred sixty thousand United States dollars (USD 160,000.-), represented by eight million (8,000,000) class B shares, series 1 to 13, two million (2,000,000) class C shares, series 1 to 11, two million (2,000,000) class D shares, series 1 to 13 and four million (4,000,000) class E shares, series 1 to 9, to eighty thousand United States dollars (USD 80,000.-), by way of the redemption and subsequent cancellation of eight million class B shares, series 1 to 13, having a par value of one United States cent (USD 0.01) each.

3. Payment to the shareholders.

4. Subsequent amendment to article 5.1 of the Articles in order to reflect the resolution adopted under item 2. above.

5. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, each individually, to proceed in the name and on behalf of the Company with the above changes in the register of shareholders of the Company.

6. Miscellaneous.

III. After due and careful consideration of the above, the Meeting took the following decisions with one (1) shareholder, representing two hundred twelve thousand seven hundred fifty-five (212,755) class B shares (i.e. two point sixty-six per cent (2.66%) of the class B shares) and twelve thousand five hundred ninety-one (12,591) class D shares (i.e. zero point sixty-three per cent (0.63%) of the class D shares), abstaining:

*First Resolution:*

The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Meeting waived the convening notices, the shareholders represented considering themselves duly convened and declaring to have perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance of the Meeting.



*Second Resolution:*

The Meeting resolved to reduce the share capital of the Company by an amount of eighty thousand United States dollars (USD 80,000.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of one hundred sixty thousand United States dollars (USD 160,000.-), represented by eight million (8,000,000) class B shares, series 1 to 13, two million (2,000,000) class C shares, series 1 to 11, two million (2,000,000) class D shares, series 1 to 13 and four million (4,000,000) class E shares, series 1 to 9, to eighty thousand United States dollars (USD 80,000.-), by way of the redemption and subsequent cancellation of eight million class B shares, series 1 to 13, having a par value of one United States cent (USD 0.01) each.

*Third Resolution:*

The Meeting resolved that as a consequence of the redemption and cancellation of the shares, the shareholders shall receive an amount corresponding to the value of the shares cancelled which they held and which will be further determined by the board of managers of the Company.

*Fourth Resolution:*

As a consequence of the foregoing resolutions, the Meeting resolved to amend article 5.1 of the Articles in order to reflect the above changes adopted under the Second Resolution, which shall henceforth read as follows:

**“ Art. 5. Share Capital.**

5.1 The Company's share capital is fixed at eighty thousand United States dollars (USD 80,000), represented by:

- One hundred thirty-one thousand six hundred ninety-five (131,695) class C shares, series 1 and one million one hundred five thousand six hundred ninety-four (1,105,694) class D shares, series 1 and two million two hundred thirty-six thousand three hundred fifty-eight (2,236,358) class E shares, series 1;
  - One hundred two thousand eight hundred (102,800) class C shares, series 2 and three hundred thirty-eight thousand seven hundred one (338,701) class D shares, series 2, and two hundred fifty-three thousand forty-seven (253,047) class E shares, series 2;
  - One hundred twenty-seven thousand seventy-nine (127,079) class C shares, series 3 and sixty-two thousand nine hundred fifty-six (62,956) class D shares, series 3 and five hundred one thousand one hundred fifty-five (501,155) class E shares, series 3;
  - Two hundred ten thousand six hundred fifty-three (210,653) class C shares, series 4 and twelve thousand five hundred ninety-one (12,591) class D shares, series 4, and five hundred seventy-two thousand nine hundred sixty-five (572,965) class E shares, series 4;
  - Six hundred fifty-three thousand seven hundred thirty-four (653,734) class C shares, series 5 and thirty-seven thousand seven hundred seventy-four (37,774) class D shares, series 5 and fifty-four thousand eight hundred seven (54,807) class E shares, series 5;
  - Seventy-two thousand eight hundred forty-nine (72,849) class C shares, series 6 and one hundred twenty-five thousand nine hundred twelve (125,912) class D shares, series 6 and fifty-one thousand two hundred fifty-five (51,255) class E shares, series 6;
  - One hundred thirty-five thousand nine hundred ninety-eight (135,998) class C shares, series 7 and twelve thousand five hundred ninety-one (12,591) shares class D, series 7 and twenty-two thousand and eighty-three (22,083) class E shares, series 7;
  - Eighty-three thousand nine hundred six (83,906) class C shares, series 8 and twelve thousand five hundred ninety-one (12,591) class D shares, series 8 and forty-five thousand five hundred ninety-one (45,591) class E shares, series 8;
  - Seventy-nine thousand seven hundred forty-one (79,741) class C shares, series 9 and twelve thousand five hundred ninety-one (12,591) class D shares, series 9 and two hundred sixty-two thousand seven hundred thirty-nine (262,739) class E shares, series 9;
  - One hundred eighty-eight thousand seven hundred ninety (188,790) class C shares, series 10 and one hundred twenty-six thousand five hundred eleven (126,511) class D shares, series 10;
  - Two hundred twelve thousand seven hundred and fifty-five (212,755) class C shares, series 11 and fifty thousand three hundred sixty-five (50,365) class D shares, series 11;
  - Twelve thousand five hundred ninety-one (12,591) class D shares, series 12;
  - Eighty-nine thousand one hundred thirty-two (89,132) class D shares, series 13
- each share having a par value of one United States cent (USD 0.01).”

*Fifth Resolution:*

The Meeting resolved to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and empower and authorise any manager of the Company, each individually, to proceed in the name and on behalf of the Company with the above changes in the register of shareholders of the Company.



### *Estimate of costs*

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand one hundred Euro (EUR 1,100,-).

The notary who understands and speaks English, declared that at the request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German version. At the request of said parties and in case of discrepancy between the English and the German versions, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this deed.

This deed having been read to the appearing parties, who are known to the undersigned notary by their surnames, first names, civil status and residences, said parties, together with the notary, signed the present deed.

### **Deutsche Übersetzung des verstehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am siebzehnten Tag des Monats Juli.

Vor uns, Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg;

Wurde eine außerordentliche Hauptversammlung (die Versammlung) der Gesellschafter der Capula Luxembourg Limited, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), nach und unterliegend den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 5, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (der R.C.S. Luxembourg) unter der Nummer B 160.145, und mit einem Gesellschaftskapital in Höhe von hundertsechzigtausend United States Dollars (160,000 USD) (die Gesellschaft). Die Gesellschaft wurde durch die Urkunde von Maître Martine Schaeffer, Notarin mit Amtssitz in Luxemburg vom 25. März 2011 gegründet, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°1588 seite 76178 am 15. Juli 2011 abgehalten. Die Satzung der Gesellschaft wurde zum letzten Mal, zufolge Urkunde aufgenommen durch Maître Edouard Delosch (vorbenannt), am 2. Oktober 2014, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°2783 seite 133547, am 28. Juli 2014 abgeändert.

Den Vorsitz der Versammlung führt Anne Loubet, geschäftsansässig in Luxemburg (die Vorsitzende), welche Anne-Marie Pratiffi, geschäftsansässig in Luxemburg, als Schriftführerin (der Schriftführer) einberufen hat.

Die Versammlung wählte als Stimmenzähler Thomas Ségal, geschäftsansässig in Luxemburg (der Stimmenzähler).

Die Vorsitzende, die Schriftführerin und der Stimmenzähler bilden somit zusammen die Versammlungsleitung (der Leitung).

Die vertretenen Gesellschafter, die Bevollmächtigten der vertretenen Gesellschafter und die Anzahl der gehaltenen Geschäftsanteile ergeben sich aus der Anwesenheitsliste. Diese Anwesenheitsliste, unterzeichnet durch die Bevollmächtigten der vertretenen Gesellschafter, durch den Notar und durch die Versammlungsleitung, bleibt diesem notariellen Akt beigelegt.

Die Vollmachten der vertretenen Gesellschafter, durch alle erschienen Parteien mit „ne varietur“ unterzeichnet, werden diesem notariellen Akt ebenfalls beigelegt bleiben.

Nachdem sich die Versammlungsleitung somit konstituiert hat, erklärt und beantragt die Vorsitzende, dass der Notar folgendes beurkunden möge:

I. von der von den Leitungsmitgliedern erstellte und gezeichnete Anwesenheitsliste ergeht hervor, dass acht Millionen (8.000.000) Klasse B Geschäftsanteile, Serie 1 bis 13, zwei Millionen (2.000.000) Klasse D Geschäftsanteile, Serie 1 bis 13 und vier Millionen (4.000.000) Klasse E Geschäftsanteile, Serien 1 bis 9, mit Nennwert von einem United States Cent (USD 0.01) anwesend sind, welche das gesamte gezeichnetes Gesellschaftskapital in Höhe von einhundert sechzig tausend United States Dollars (USD 160.000) darstellen, in der Folge ist die Versammlung wirksam konstituiert und darf über alle Punkte der Tagungsordnung entscheiden;

II. Dass die Tagungsordnung der Versammlung wie folgt lautet:

1. Verzicht auf Einladungserfordernis.

2. Herabsetzung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft um einen Betrag von achtzigtausend US Dollar (USD 80.000), um das Gesellschaftskapital der Gesellschaft von seinem jetzigen Betrag von einhundertsechzigtausend US Dollar (USD 160.000), eingeteilt in acht Millionen (8.000.000) Klasse B Geschäftsanteile, Serien 1 bis 13, zwei Millionen (2.000.000) Klasse D Geschäftsanteile, Serien 1 bis 13 und vier Millionen (4.000.000) Klasse E Geschäftsanteile, Serien 1 bis 9, auf achtzigtausend United States Dollars (80,000 USD) zu bringen, durch Rücknahme und Aufhebung von acht Millionen (8.000.000) Klasse B Geschäftsanteilen der Serien 1 bis 13, wobei jeder von ihnen einen Nennwert von einem US Cent (USD 0,01) hat.

3. Zahlung an die Gesellschafter.

4. Anschließende Änderung des Artikels 5.1 der Satzung der Gesellschaft, um den Beschluss gemäß Punkt 2 oben umzusetzen.

5. Änderung vom Gesellschafterregister der Gesellschaft, um die oben genannten Änderungen umzusetzen, mit Vollmacht und Ermächtigung für jeden einzelnen Gesellschaftsführer, um die obigen Änderungen im Namen der Gesellschaft im Gesellschafterregister der Gesellschaft durchzuführen.

6. Sonstiges.

III. Nach pflichtgemäßer Berücksichtigung bezüglich der oben genannten Punkten, nimmt die Versammlung folgende Beschlüsse, mit Enthaltung von einem (1) Gesellschafter, welcher zweihundert zwölf tausend siebenhundert fünf und fünfzig (212.755) Klasse B Geschäftsanteile (ie zwei Punkt sechsendsechzig Prozent (2,66 %) der Klasse B Geschäftsanteile) und zwölf tausend fünf hundert einundneunzig (12.591) Klasse D Geschäftsanteile (ie Nullpunkt dreiundsechzig Prozent (0,63 %) der Klasse D Geschäftsanteile), repräsentiert:

*Erster Beschluss*

Da die Gesamtheit des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft in der Versammlung vertreten ist und, dass die Gesellschafter sich eingeladen betrachten und dass die Gesellschafter erklären, dass sie eine genaue Kenntnis der ihnen vorherig mitgeteilte Tagesordnung haben, beschließt die Versammlung auf das Einladungserfordernis zu verzichten.

*Zweiter Beschluss*

Die Versammlung, nach Prüfung des Zwischenabschlusses der Gesellschaft, beschließt, das Gesellschaftskapital der Gesellschaft um einen Betrag von achtzigtausend US Dollar (USD 80.000) herabzusetzen, um es von seinem jetzigen Betrag von einhundertsechzigtausend US Dollar (USD 160.000) eingeteilt in acht Millionen (8.000.000) Klasse B Geschäftsanteile, Serie 1 bis 13, zwei Millionen (2.000.000) Klasse D Geschäftsanteile, Serie 1 bis 13 und vier Millionen (4.000.000) Klasse E Geschäftsanteile, Serie 1 bis 9, auf achtzigtausend United States Dollars (80.000 USD) durch Rücknahme und Aufhebung von acht Millionen (8.000.000) Klasse B Geschäftsanteilen der Serie 1 bis 13, wobei jeder von ihnen einen Nennwert von einem US Cent (USD 0,01) hat, herabzusetzen.

*Dritter Beschluss*

Die Versammlung beschließt, dass als Folge aus der Rücknahme und der Aufhebung der Geschäftsanteile, die Gesellschafter einen Betrag erhalten, der dem Wert, der von ihnen gehaltenen, aufgehobenen Geschäftsanteile entspricht und der darüber hinaus vom Geschäftsführungsrat der Gesellschaft bestimmt wird.

*Vierter Beschluss*

Die Versammlung beschließt dass, als Folge aus dem vorhergehenden Beschluss den Artikel 5.1 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, um die unter dem zweiten Beschluss oben genannten Änderungen umzusetzen, welcher Artikel nunmehr wie folgt lauten soll:

**„ Art. 5. Gesellschaftskapital.**

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt achtzigtausend US Dollar (USD 80.000), vertreten durch:

- Einhunderteinunddreißigtausendsechshundertfünf und neunzig (131.695) Klasse C Geschäftsanteile, Serie 1 und eine Million einhundertfünftausendsechshundertvierundneunzig (1.105.694) Klasse D Geschäftsanteile, Serie 1 und zwei Millionen zweihundertsechsenddreißigtausend dreihundertachtundfünfzig (2.236.358) Klasse E Geschäftsanteile, Serie 1;
- Einhundertzweitausendachthundert (102.800) Klasse C Geschäftsanteile, Serie 2 und dreihundertachtunddreißigtausend siebenhundertundeins (338.701) Klasse D Geschäftsanteile, Serie 2 und zweihundertdreißigtausendsiebenundvierzig (253.047) Klasse E Geschäftsanteile, Serie 2.
- Einhundertsiebenundzwanzigtausendneunundsiebzig (127.079) Klasse C Geschäftsanteile, Serie 3 und zweiundsechzigtausendneunhundertsechsfünfzig (62.956) Klasse D Geschäftsanteile, Serie 3 und fünfhunderteintausend einhundertfünf und fünfzig (501.155) Klasse E Geschäftsanteile, Serie 3;
- Zweihundertzehntausendsechshundertdreiundfünfzig (210.653) Klasse C Geschäftsanteile, Serie 4, zwölf tausend fünf hundert einundneunzig (12.591) Klasse D Geschäftsanteile, Serie 4 und fünfhundertzweiundsiebzigtausend neunhundertfünf und sechs (572.965) Klasse E Geschäftsanteile, Serie 4;
- Sechshundertdreiundfünfzigtausend siebenhundertvierunddreißig (653.734) Klasse C Geschäftsanteile, Serie 5 und siebenunddreißigtausendsiebenhundertvierundsiebzig (37.774) Klasse D Geschäftsanteile, Serie 5 und vierundfünfzigtausendachthundertsieben (54.807) Klasse E Geschäftsanteile, Serie 5;
- Zweiundsiebzigtausendachthundertneunundvierzig (72.849) Klasse C Geschäftsanteile, Serie 6 und einhundertfünf und zwanzigtausendneunhundertzwölf (125.912) Klasse D Geschäftsanteile, Serie 6 und einundfünfzigtausendzwei hundertfünf und fünfzig (51.255) Klasse E Geschäftsanteile, Serie 6;
- Einhundertfünfunddreißigtausend neunhundertachtundneunzig (135.998) Klasse C Geschäftsanteile, Serie 7 und zwölf tausend fünf hundert einundneunzig (12.591) Klasse D Geschäftsanteile, Serie 7 und zweiundzwanzigtausend drei und achtzig Klasse (22.083) E Geschäftsanteile, Serie 7;
- Dreiundachtzigtausendneunhundertsechs (83.906) Klasse C Geschäftsanteile, Serie 8 und zwölf tausend fünf hundert einundneunzig (12.591) Klasse D Geschäftsanteile, Serie 8 und fünfundvierzigtausendfünf hundert einundneunzig (45.591) Klasse E Geschäftsanteile, Serie 8;
- Neunundsiebzigtausend siebenhundert einundvierzig (79.741) Klasse C Geschäftsanteile, Serie 9 und zwölf tausend fünf hundert einundneunzig (12.591) Klasse D Geschäftsanteile, Serie 9 und zweihundertzweiundsechzigtausend sieben hundertneununddreißig (262.739) Klasse E Geschäftsanteile, Serie 9;
- Einhundertachtundachtzigtausend siebenhundertneunzig (188.790) Klasse C Geschäftsanteile, Serie 10 und einhundertsechszwanzigtausend fünf hundert elf (126.511) Klasse D Geschäftsanteile, Serie 10;

- Zweihundertzwölftausend siebenhundertfünfundfünfzig (212.755) Klasse C Geschäftsanteile, Serie 11 und fünfzigtausenddreihundertfünfundsechzig (50.365) Klasse D Geschäftsanteile, Serie 11;
  - Zwölftausendfünfhunderteinundneunzig (12.591) Klasse D Geschäftsanteile, Serie 12;
  - Neunundachtzigtausendeinhundertzweiunddreißig (89.132) Klasse D Geschäftsanteile, Serie 13;
- mit einem Nennwert von je einem US Cent (USD 0,01)..,

*Fünfter Beschluss*

Die Versammlung beschließt, das Gesellschafterregister zu ändern, um die obigen Änderungen umzusetzen und um einem einzelnen Gesellschaftsführer zu bevollmächtigen, die obigen Änderungen im Gesellschafterregister der Gesellschaft im Namen der Gesellschaft durchzuführen.

*Voraussichtliche Kosten*

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche von der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde getragen werden oder welcher der Gesellschaft in Rechnung gestellt werden, werden ungefähr eintausend einhundert Euro (EUR 1.100,-) betragen.

*Erklärung*

Der Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Antrag der Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Fassungen soll die englische Fassung Vorrang haben.

Diese Urkunde wurde in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, an dem am Anfang dieses Dokuments genannten Tag aufgenommen.

Nachdem diese Urkunde den erschienenen Parteien vorgelesen worden ist, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Adresse bekannt sind, haben die erschienenen Parteien diese notarielle Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: A. LOUBET, A.-M. PRATIFFI, T. SÉGAL, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 21 juillet 2015. Relation: DAC/2015/12204. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

*Le Receveur (signé): THOLL.*

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 24. Juli 2015.

Référence de publication: 2015124846/253.

(150135864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2015.

**Celsius Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 16.069.200,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 198.281.

In the year two thousand and fifteen, on the tenth day of July.

Before Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

AEW Europe Global Lux S. à r.l., a Luxembourg company (RCS n° 194032), itself represented by:

- M. Geoffrey RIBAUVILLE, manager, residing professionally in Luxembourg,
- Mrs Lorraine DAURE, manager, residing professionally in Luxembourg,

(the "Delegate") duly authorized to represent the Company pursuant to the shareholder resolutions approved during the extraordinary meeting of the shareholders of the Company held before the undersigned notary on 9 July 2015 (the "Shareholders' Meeting").

The Delegate declared and required the notary to record that:

1) The company Celsius Luxembourg S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg and being in the process of registration with the Luxembourg trade and companies register and incorporated by a notarial deed drawn up by Maître Roger Arrensdorff, on 19 June 2015, and whose articles of association (the "Articles") have not been yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

During the Shareholders' Meeting, the shareholders of the Company approved, among others (i) to increase the share capital of the Company by an amount of sixteen million fifty-six thousand seven hundred Euro (EUR 16,056,700.-), so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to sixteen million sixty-nine thousand two hundred Euro (EUR 16,069,200.-) by the creation and issue of a total number of sixteen million fifty-six

thousand seven hundred Euro (EUR 16,056,700.-) new shares, each having a par value of one Euro (EUR 1.-) (the "New Shares") and having the same rights and obligations as set out in the Articles as amended by the following resolutions. The New Shares are issued with a share premium amounting to three hundred and five million three hundred and thirteen thousand eight hundred Euro (EUR 305,313,800.-) and to (ii) amend article 6 of the Articles, which shall read as follows:

" **Art. 6.** The Company's share capital is set at sixteen million sixty-nine thousand two hundred Euro (EUR 16,069,200.-) represented by sixteen million sixty-nine thousand two hundred (16,069,200) shares with a par value of one euro (EUR 1) each. Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.",

each of these decisions becoming effective upon acquisition by the Company of all the shares in RPFEB Soparfi A S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, whose registered office is at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 95522 (the "Acquisition") which shall occur on or about 10 July 2015.

During the Shareholders' Meeting, power was delegated to the Delegate to acknowledge the effectiveness of the decisions detailed under (i) to (ii) above (the "Shareholder Decisions") upon the Acquisition.

2) The Acquisition occurred on the date hereof and the effectiveness of the Shareholders' Decisions as of the date hereof is hereby acknowledged (the "Acknowledgement").

3) As a consequence of the above and pursuant to the Shareholders' Meeting, the share capital is increased by an amount of sixteen million fifty-six thousand seven hundred Euro (EUR 16,056,700.-), so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to sixteen million sixty-nine thousand two hundred Euro (EUR 16,069,200.-) by the creation and issue of a total number of sixteen million fifty-six thousand seven hundred Euro (EUR 16,056,700.-) new shares, each having a par value of one Euro (EUR 1.-) (the "New Shares") and having the same rights and obligations as set out in the Articles as amended by the following resolutions.

4) As a consequence of the above and pursuant to the Shareholders' Meeting, article 6 of the Articles is amended as follows:

"" **Art. 6.** The Company's share capital is set at sixteen million sixty-nine thousand two hundred Euro (EUR 16,069,200.-) represented by sixteen million sixty-nine thousand two hundred (16,069,200) shares with a par value of one euro (EUR 1) each. Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings."

#### *Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that upon request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, whom is known to the notary by her name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary, the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le dixième jour de juillet

Par-devant Maître Jacques Kessler, notaire résidant à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

AEW Europe Global Lux S. à r.l., une société de droit luxembourgeois (RCS n° 194.032), représentée par:

- M. Geoffrey RIBAUVILLE, gérant, demeurant professionnellement à Luxembourg,

- Mme Lorraine DAURE, gérante, demeurant professionnellement à Luxembourg, (la "Déléguée") dûment autorisée à représenter la Société conformément aux résolutions des associés approuvées durant l'assemblée extraordinaire des associés de la Société tenue par-devant le notaire soussigné en date du 9 juillet 2015 (l'"Assemblée des Associés").

La Déléguée déclare et requiert le notaire de prendre acte que:

1) La Société Celsius Luxembourg S.à r.l. (ci-après la "Société"), une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, étant en cours d'enregistrement avec le Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, et constituée par un acte notarié établi par Maître Roger Arrenschorf, en date du 19 juin 2015, et dont les statuts (les "Statuts") n'ont pas encore été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

2) Pendant l'Assemblée des Associés, les associés de la Société ont décidé (i) d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de seize millions cinquante-six mille sept cents Euros (16.056.700,- EUR), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) à seize millions soixante-neuf mille deux cents Euros (16.069.200,- EUR) par la création et l'émission d'un nombre total de seize millions cinquante-six mille sept cents (16.056.700) nouvelles parts sociales, chacune ayant une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) (les "Nouvelles Parts Sociales") et ayant les mêmes droits et obligations tel que définis dans les Statuts tels que modifiés par les résolutions suivantes. Les Nouvelles Parts Sociales sont émises avec une prime d'émission s'élevant à trois cent cinq millions trois cent treize mille huit cents Euros (305.313.800,- EUR) devant être payée par un apport en numéraire; et (ii) de modifier l'article 6 des Statuts qui devra se lire comme suit:

" **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à seize millions soixante-neuf mille deux cents Euros (16.069.200,- EUR) représenté par seize millions soixante-neuf mille deux cents (16.069.200) parts sociales avec une valeur au pair d'un Euro (1,- EUR) chacune.

Chaque part sociale donne droit à un vote lors des assemblées générales ordinaires et extraordinaires." Chacune de ces décisions prenant effet lors de l'acquisition par la Société de toutes les parts sociales de RPFEB Soparf A S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 95522 (l'"Acquisition") qui aura lieu aux environs du 10 juillet 2015.

Pendant l'Assemblée des Associés, le pouvoir a été délégué à la Déléguée de reconnaître la prise d'effet des décisions précisées sous (i) à (ii) susmentionnés (les "Décisions des Associés") lors de l'Acquisition.

3) L'Acquisition a eu lieu à la date des présentes et la prise d'effet des Décisions des Associés à la date des présentes seront désormais reconnues (la "Reconnaissance").

4) En conséquence de ce qui précède et conformément à l'Assemblée des Associés, le capital social de la Société est augmenté d'un montant de seize millions cinquante-six mille sept cents Euros (16.056.700,- EUR), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) à seize millions soixante-neuf mille deux cents Euros (16.069.200,- EUR) par la création et l'émission d'un nombre total de seize millions cinquante-six mille sept cents (16.056.700) nouvelles parts sociales, chacune ayant une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) (les "Nouvelles Parts Sociales") et ayant les mêmes droits et obligations tel que définis dans les Statuts tels que modifiés par les résolutions suivantes.

5) En conséquence de ce qui précède et conformément à l'Assemblée des Associés, l'article 6 des Statuts ont été modifiés comme suite:

" **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à seize millions soixante-neuf mille deux cents Euros (16.069.200,- EUR) représenté par seize millions soixante-neuf mille deux cents (16.069.200) parts sociales avec une valeur au pair d'un Euro (1,- EUR) chacune. Chaque part sociale donne droit à un vote lors des assemblées générales ordinaires et extraordinaires."

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare ainsi qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une version française; à la demande de la même partie comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, le jour mentionné au début de ce document.

Ce document ayant été lu à la partie comparante qui est connue par le notaire par son nom, prénom, état civil et résidence, ladite partie comparante avec le notaire, ont ensemble signé cet acte.

Signé: Ribauville, Daure, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 13 juillet 2015. Relation: EAC/2015/16345. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.*

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015124851/118.

(150135740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2015.

#### **Inter-Façade S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8824 Perle, 34, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 102.083.

L'an deux mille quinze, le trois septembre.

Par devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg,

se tient

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de INTER-FACADE S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 34, rue de la Poste, L-8824 Perlé, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 102083 (la Société), constituée par un acte de Maître Paul BETTINGEN, notaire résidant alors à Wiltz, Grand-Duché de Luxembourg, le 16 novembre 1992, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) sous le numéro 89 en date du 25 février 1993. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Jean-Paul MEYERS, alors notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg, le 13 novembre 2014, publié au Mémorial sous le numéro 3950 en date du 19 décembre 2014.

L'Assemblée nomme Monsieur Dany TOUCHÈQUE, domicilié au 12 rue des Jardins, B-6600 Bastogne comme président de l'Assemblée (le Président).

Le Président nomme Madame Muriel MEUNIER, domiciliée au 12 rue des Jardins, B-6600 Bastogne, en tant que secrétaire de l'Assemblée (le Secrétaire).



L'Assemblée nomme Monsieur Grégory TOUCHÈQUE, domicilié au 16A, rue du Vieux Moulin, B-6600 Bastogne en tant que scrutateur de l'Assemblée (le Scrutateur).

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur constituent ensemble le Bureau de l'Assemblée.

Le Bureau ayant ainsi été constitué, le Président déclare et demande au notaire d'acter que:

I. Les actionnaires de la Société, présents ou représentés à l'Assemblée, et le nombre d'actions qu'ils détiennent figurent sur une liste de présence qui a été contrôlée et signée avant l'ouverture de l'Assemblée par les actionnaires de la Société présents, les mandataires des actionnaires de la Société représentés, le cas échéant, et les membres du Bureau.

II. Les procurations des actionnaires de la Société représentés à l'Assemblée, le cas échéant, après avoir été signées ne varietur par les mandataires, les membres du Bureau et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte afin d'être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

III. Il résulte de la liste de présence établie et certifiée par les membres du Bureau que l'intégralité du capital social de la Société est dûment représentée à l'Assemblée. Chaque actionnaire de la Société ayant renoncé aux formalités de convocation, se considérant comme dûment convoqué et déclarant avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance, l'Assemblée est valablement constituée afin de délibérer sur les points indiqués dans l'agenda.

IV. Le conseil d'administration de la Société et le conseil de gérance de TOUCHÈQUE LUX S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 34, rue de la Poste, L-8824 Perlé, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 192300 (TOUCHÈQUE LUX S.à r.l.), ont établi un projet commun de cession de branche d'activités (le Projet de Cession de Branche d'Activités), conformément à l'article 308bis-5 de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (la Loi de 1915), suivant acte reçu par le notaire soussigné le 29 mai 2015, par lequel la Société transférerait, à TOUCHÈQUE LUX S.à r.l. l'ensemble des éléments de la branche d'activité «cimentage, hydrofugation et crépissage de façades» (la Cession de Branche d'Activités).

V. Le Projet de Cession de Branche d'Activités a été publié au Mémorial sous le numéro 1429 en date du 6 juin 2015, conformément à l'article 290 de la Loi de 1915.

VI. Les documents énumérés ci-dessous suivant l'article 295 (1) de la Loi de 1915, ont été mis à la disposition des actionnaires de la Société (avec la possibilité de recevoir une copie sans frais et sur simple demande de ces documents) au siège de la Société au moins un (1) mois avant la date des présentes, étant entendu par ailleurs, que conformément à l'article 296 de la Loi de 1915, les actionnaires de la Société ont expressément renoncé aux exigences prévues aux articles 293, 294 (1) et 295 (1) c) et d) de cette même loi:

- le Projet de Cession de Branche d'Activités;
- un état comptable au 30 avril 2015 de TOUCHÈQUE LUX S.à r.l.;
- les comptes annuels des exercices 2012, 2013 et 2014 de la Société.

VII. Un certificat émis par la Société confirmant la mise à disposition des documents mentionnés au point VI. ci-dessus au moins un (1) mois avant la date des présentes, sera annexé aux présentes résolutions, après avoir été paraphé ne varietur par les membres du Bureau, les mandataires des actionnaires de la Société, le cas échéant, et par le notaire instrumentant, afin d'être soumis avec lui à l'enregistrement.

VIII. L'Ordre du jour de l'Assemblée est comme suit:

1. Approbation de la cession de la branche d'activités «cimentage, hydrofugation et crépissage de façades» de la Société à TOUCHÈQUE LUX S.à r.l. dans les termes du Projet de Cession de Branche d'Activités tels que publiés au Mémorial C numéro 1429 du 6 juin 2015; et

2. Divers.

IX. Après délibération, l'Assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Résolutions*

L'Assemblée décide d'approuver la Cession de Branche d'Activités conformément aux termes stipulés par le Projet de Cession de Branche d'Activités.

L'Assemblée acte que, conformément aux dispositions du Projet de Cession de Branche d'Activités, la Cession de Branche d'Activités prendra effet d'un point de vue comptable le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

L'Assemblée prend acte que, conformément à l'article 301 de la Loi de 1915, la Cession de Branche d'Activités est réalisée lorsque sont intervenues les décisions concordantes prise au sein des sociétés participantes. Ladite Cession prend effet à la date à laquelle la Cession de Branche d'Activités sera approuvée par l'assemblée générale extraordinaire des associés de TOUCHÈQUE LUX S.à r.l.

L'Assemblée prend également acte que, conformément à l'article 302 de la Loi de 1915, la Cession de Branche d'Activités sera effective vis-à-vis des tiers à la date à laquelle à la fois (i) les présentes résolutions et celles de l'assemblée générale extraordinaire des associés de TOUCHÈQUE LUX S.à r.l. seront publiées au Mémorial.

#### *Constat*

Conformément à l'article 300 (2) de la Loi de 1915, le notaire instrumentant vérifie et atteste l'existence et la légalité (i) des actes et formalités incombant à la Société, et (ii) du Projet de Cession de Branche d'Activités.



### Estimation des coûts

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés approximativement à la somme de EUR 2.000.

### Pouvoirs

Les parties comparantes, les membres du Bureau, agissant dans un intérêt commun, donnent par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe(s)) au présent acte.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Senningerberg.

L'ordre du jour étant épuisé, l'Assemblée est levée.

Et après lecture faite, les comparants et membres du Bureau signent ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: Dany TOUCHÈQUE, Muriel MEUNIER, Grégory TOUCHÈQUE, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 4 septembre 2015. 1LAC/2015/28173. Reçu 75.-€.

*Le Receveur ff.* (signé): Carole Frising.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 4 September 2015.

Référence de publication: 2015149712/93.

(150163739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

---

### Active Consulting Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9651 Eschweiler, 49, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 198.713.

### STATUTS

L'an deux mille quinze, le quatorze juillet.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

A comparu:

Monsieur Nino VOLANTE, gérant de société, né le 21 mai 1957 à Liège (Belgique), demeurant à L-9651 Eschweiler, 49, Duerfstrooss, (lot 1.2 Résidence Melchior).

ici représenté par Madame Cristiana VALENT, employée, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Lequel comparant, par sa mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il va constituer:

### Titre I<sup>er</sup>. Dénomination - Siège social - Objet - Durée - Capital social

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée unipersonnelle qui sera régie par les dispositions légales en vigueur et notamment celles de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La société a pour objet des prestations de services consistant dans la prestation, à titre professionnel, de services technico-commercial lié à l'industrie, ainsi que les prestations de services annexes ou complémentaires.

La Société fournit également des services administratifs et sociaux à d'autres sociétés sous quelque forme que ce soit.

Elle pourra acquérir, vendre, gérer et mettre en valeur tous biens immeubles pour compte propre.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle pourra effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

**Art. 3.** La société prend la dénomination de «Active Consulting Luxembourg S.à r.l.».

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la commune de Eschweiler.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés. La société peut ouvrir des agences ou des succursales dans toutes les autres localités du pays et à l'étranger.

**Art. 5.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par 100 (cent) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune.

## **Titre II. Administration - Assemblée Générale**

**Art. 7.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Le ou les gérants peuvent à tout moment être révoqués par les associés.

A défaut de disposition contraire, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

**Art. 8.** L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

Les décisions de l'associé unique prises dans le domaine visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est applicable aux opérations courantes conclues dans les conditions normales.

**Art. 9.** Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la société.

## **Titre III. Année sociale - Répartition des bénéfices**

**Art. 10.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

**Art. 11.** Chaque année, à la clôture de l'exercice, les comptes de la société sont arrêtés et la gérance dresse les comptes sociaux, conformément aux dispositions légales en vigueur.

**Art. 12.** L'associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

**Art. 13.** L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugées nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition des associés.

## **Titre IV. Dissolution - Liquidation**

**Art. 14.** La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

**Art. 15.** Les créanciers personnels, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

**Art. 16.** En cas de dissolution de la société, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

### **Disposition Générale**

**Art. 17.** Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales en vigueur régissant les sociétés à responsabilité limitée.

### *Disposition Transitoire*

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2015.

### *Souscription et Libération*

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, toutes les parts sociales ont été souscrites par Monsieur Nino VOLANTE, prénommé, et ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cent soixante-dix euros (EUR 970,-).

### *Résolutions prises par l'associé unique*

Et aussitôt l'associé unique, représentée comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. - Le siège social est établi à L-9651 Eschweiler, 49, Duerfstrooss.
2. - Monsieur Nino VOLANTE, gérant de société, né le 21 mai 1957 à Liège (Belgique), demeurant à L-9651 Eschweiler, 49, Duerfstrooss, (lot 1.2 résidence Melchior), est nommé gérant unique de la Société pour une durée indéterminée.
3. - La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Cristiana VALENT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 21 juillet 2015. Relation GAC/2015/6213. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): G. SCHLINK.*

Référence de publication: 2015124701/92.

(150135339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2015.

**Toucheque Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8824 Perlé, 34, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 192.300.

L'an deux mille quinze, le trois septembre.

Par devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu

- Monsieur Grégory TOUCHÈQUE, domicilié au 16A, rue du Vieux Moulin, B-6600 Bastogne;
- Monsieur Philippe MARECHAL, domicilié au 27, Luzery, B-6600 Bastogne; et
- Monsieur Jonathan DEWALQUE, domicilié au 20C, rue Glate, B-6600 Bastogne.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme dit ci-avant, prient le notaire d'acter:

I.- qu'ils sont les seuls associés de TOUCHÈQUE LUX S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 34, rue de la Poste, L-8824 Perlé, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 192300 (la Société), constituée par un acte de Maître Jean-Paul MEYERS, alors notaire résidant à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg, le 13 novembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) sous le numéro 3913 en date du 17 décembre 2014.

II.- Le conseil de gérance de la Société et le conseil d'administration d'ENTREPRISES TOUCHÈQUE, une société anonyme de droit belge, ayant son siège social au 3, rue du Fortin, B-6600 Bastogne, immatriculée à la banque carrefour des entreprises sous le numéro 0896.279.307 (ENTREPRISES TOUCHÈQUE), ont établi de commun accord un projet de cession transfrontalière de branche d'activités (le Projet de Cession de Branche d'Activités), conformément à l'article 308bis-5 de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (la Loi de 1915) et aux articles 285 à 308 (hormis l'article 303) de la Loi de 1915 ainsi qu'aux articles 760 à 762, 764 à 767 et en particulier l'article 770 du Code des sociétés Belge (le CS) par lequel ENTREPRISES TOUCHÈQUE transférerait à la Société, l'ensemble des éléments de la branche d'activités «plafonnage - cimentage - maçonnerie» (la Cession de Branche d'Activités). Ledit projet de cession de branche d'activités a été déposé au rang des minutes du notaire soussigné le 29 mai 2015 et au rang des minutes de Maître Pierre-Yves Erneux, notaire de résidence à Namur (Belgique) le 13 mai 2015.

III. Le Projet de Cession de Branche d'Activités a été publié au Mémorial C sous le numéro 1429 en date du 6 juin 2015, conformément à l'article 290 de la Loi de 1915, ainsi qu'au Moniteur Belge sous le numéro 15085543 en date du 17 juin 2015.

IV. Les documents énumérés ci-dessous suivant l'article 295 (1) de la Loi de 1915, ont été mis à la disposition des associés de la Société (avec la possibilité de recevoir une copie sans frais et sur simple demande de ces documents) au siège de la Société au moins un (1) mois avant la date des présentes:

- le Projet de Cession de Branche d'Activités;
- un état comptable au 30 avril 2014 de la Société;
- les comptes annuels des exercices 2012, 2013 et 2014 d'ENTREPRISES TOUCHÈQUE;
- le rapport du conseil de gérance de la Société;
- le rapport du conseil d'administration d'ENTREPRISES TOUCHÈQUE;
- le rapport du réviseur d'entreprises adressé à la Société;
- le rapport du réviseur d'entreprises adressé à ENTREPRISES TOUCHÈQUE.

V. Un certificat émis par la Société confirmant la mise à disposition des documents mentionnés au point IV. ci-dessus au moins un (1) mois avant la date des présentes, sera annexé aux présentes résolutions, après avoir été paraphé ne varietur par les membres du Bureau, les mandataires des actionnaires de la Société, le cas échéant, et par le notaire instrumentant, afin d'être soumis avec lui à l'enregistrement.

VI. Copie certifiée conforme des résolutions de l'assemblée générale des actionnaires d'ENTREPRISES TOUCHÈQUE actée par devant Me Pierre-Yves ERNEUX, notaire de résidence à Namur, Belgique en date du 2 septembre 2015 et le certificat dudit notaire ont été présentés au notaire instrumentant.

VII. Les résolutions à prendre concernent les points suivants:

1. Approbation de la cession de la branche d'activités «plafonnage - cimentage - maçonnerie» d'Entreprises Touchèque à la Société dans les termes du projet de cession transfrontalière de branche d'activités tels que publiés au Mémorial C numéro 1429 du 6 juin 2015 et au Moniteur Belge numéro 15085543 du 17 juin 2015; et

2. Divers.

VIII. Les associés se sont alors constitués en assemblée générale et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Résolutions*

Les Associés décident d'approuver la Cession de Branche d'Activités conformément aux termes stipulés par le Projet de Cession de Branche d'Activités.

Les Associés prennent acte que, conformément aux dispositions du Projet de Cession de Branche d'Activités, la Cession de Branche d'Activités prendra effet d'un point de vue comptable le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Les Associés prennent acte que, conformément à l'article 301 de la Loi de 1915, la Cession de Branche d'Activités est réalisée lorsque sont intervenues les décisions concordantes prises au sein des sociétés participantes. L'assemblée générale extraordinaire de la société cédante ayant été tenue le 2 septembre 2015, la dite Cession de Branche d'Activités prend effet à la date des présentes

Les Associés prennent également acte que, conformément à l'article 302 de la Loi de 1915, la Cession de Branche d'Activités sera effective vis-à-vis des tiers à la date à laquelle à la fois (i) les présentes résolutions seront publiées au Mémorial, et (ii) les résolutions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'ENTREPRISES TOUCHÈQUE seront publiées au Moniteur Belge.

#### *Constat*

Conformément à l'article 300 (2) de la Loi de 1915, le notaire instrumentant vérifie et atteste l'existence et la légalité (i) des actes et formalités incombant à la Société, et (ii) du Projet de Cession de Branche d'Activités.

#### *Estimation des coûts*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés approximativement à la somme de EUR 2.000.

#### *Pouvoirs*

Les parties comparantes, les membres du Bureau, agissant dans un intérêt commun, donnent par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe(s)) au présent acte.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Senningerberg.

Et après lecture faite aux parties comparantes, les membres du Bureau signent ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: Grégory Touchèque, Philippe Marechal, Jonathan Dewalque, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 4 septembre 2015. 1LAC/2015/28165. Reçu 75.-€.

*Le Receveur ff.* (signé): Carole Frising.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 4 September 2015.

Référence de publication: 2015149969/86.

(150163731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

#### **Toucheque Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8824 Perlé, 34, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 192.300.

L'an deux mille quinze, le trois septembre.

Par devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu

- Monsieur Grégory TOUCHÈQUE, domicilié au 16A, rue du Vieux Moulin, B-6600 Bastogne;

- Monsieur Philippe MARECHAL, domicilié au 27, Luzery, B-6600 Bastogne; et

- Monsieur Jonathan DEWALQUE, domicilié au 20C, rue Glate, B-6600 Bastogne.

(Ci-après les Associés).

Lesquelles parties comparantes, représentées comme dit ci-avant, prient le notaire d'acter:

I.- qu'ils sont les seuls associés de TOUCHÈQUE LUX S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 34, rue de la Poste, L-8824 Perlé, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au

Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 192300 (la Société), constituée par un acte de Maître Jean-Paul MEYERS, notaire résidant à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg, le 13 novembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) sous le numéro 3913 en date du 17 décembre 2014.

II.- Le conseil de gérance de la Société et le conseil d'administration d'INTER-FACADE S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 34, rue de la Poste, L-8824 Perlé, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 102083 (INTER-FACADE S.A.), ont établi un projet commun de cession de branche d'activités (le Projet de Cession de Branche d'Activités), conformément à l'article 308bis-5 de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (la Loi de 1915) suivant acte reçu par le notaire soussigné le 29 mai 2015, par lequel INTER-FACADE S.A. transférerait, à la Société, l'ensemble des éléments de la branche d'activité «cimentage, hydrofugation et crépissage de façades» (la Cession de Branche d'Activités).

V. Le Projet de Cession de Branche d'Activités a été publié au Mémorial sous le numéro 1429 en date du 6 juin 2015, conformément à l'article 290 de la Loi de 1915.

VI. Les documents énumérés ci-dessous suivant l'article 295 (1) de la Loi de 1915, ont été mis à la disposition des associés de la Société (avec la possibilité de recevoir une copie sans frais et sur simple demande de ces documents) au siège de la Société au moins un (1) mois avant la date des présentes, étant entendu par ailleurs, que conformément à l'article 296 de la Loi de 1915, les associés de la Société ont expressément renoncé aux exigences prévues aux articles 293, 294 (1) et 295 (1) c) et d) de cette même loi:

- le Projet de Cession de Branche d'Activités;
- un état comptable au 30 avril 2015 de la Société;
- les comptes annuels des exercices 2012, 2013 et 2014 de la société INTER-FACADE S.A.

VII. Un certificat émis par la Société confirmant la mise à disposition des documents mentionnés au point VI. ci-dessus au moins un (1) mois avant la date des présentes, sera annexé aux présentes résolutions, après avoir été paraphé ne varietur par les membres du Bureau, les associés de la Société, le cas échéant, et par le notaire instrumentant, afin d'être soumis avec lui à l'enregistrement.

VIII. Les résolutions à prendre concernent les points suivants:

1. Approbation de la cession de la branche d'activités «cimentage, hydrofugation et crépissage de façades» d'INTER-FACADE S.A. à la Société dans les termes du Projet de Cession de Branche d'Activités tel que publié au Mémorial C numéro 1429 du 6 juin 2015; et

2. Divers.

IX. Les Associés se sont alors constitués en assemblée et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Résolutions*

Les Associés décident d'approuver la Cession de Branche d'Activités conformément aux termes stipulés par le Projet de Cession de Branche d'Activités.

Les Associés prennent acte que, conformément aux dispositions du Projet de Cession de Branche d'Activités, la Cession de Branche d'Activités prendra effet d'un point de vue comptable le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Les Associés prennent acte que, conformément à l'article 301 de la Loi de 1915, la Cession de Branche d'Activités est réalisée lorsque sont intervenues les décisions concordantes prise au sein des sociétés participantes. L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société cédante ayant été tenue préalablement aux présentes, ladite Cession prend effet à la date du présent acte.

Les Associés prennent acte également que, conformément à l'article 302 de la Loi de 1915, la Cession de Branche d'Activités sera effective vis-à-vis des tiers à la date à laquelle à la fois (i) les présentes résolutions et (ii) les résolutions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'INTER-FACADE S.A. seront publiées au Mémorial.

#### *Constat*

Conformément à l'article 300 (2) de la Loi de 1915, le notaire instrumentant vérifie et atteste l'existence et la légalité (i) des actes et formalités incombant à la Société, et (ii) du Projet de Cession de Branche d'Activités.

#### *Estimation des coûts*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés approximativement à la somme de EUR 2.000.

#### *Pouvoirs*

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe(s)) au présent acte.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Senningerberg.

Et après lecture faite aux comparants, ceux-ci signent ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: Grégory TOUCHÈQUE, Philippe MARECHAL, Jonathan DEWALQUE, Paul Bettingen.  
Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 4 septembre 2015. 1LAC/2015/28174. Reçu 75.-€.

*Le Receveur ff.* (signé): Carole Frising.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 4 September 2015.

Référence de publication: 2015149970/76.

(150163741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

---

**Chambertin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 131.847.

—  
*Extrait de la résolution de l'associé unique*

En date du 21 juillet 2015, l'associé unique a décidé comme suit:

- D'accepter la démission d'Elizabeth TIMMER en tant que gérant B et ce avec effet au 29 mai 2015;
- De nommer Richard BREKELMANS, né le 12 septembre 1960 à Amsterdam, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que gérant B de la Société et ce avec effet au 29 mai 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Carsten SÖNS

*Mandataire*

Référence de publication: 2015124853/17.

(150135839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2015.

---

**IFAM S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 2.000.000,00.**

R.C.S. Luxembourg B 110.807.

A décidé de dénoncer le siège social avec effet immédiat de la société

IFAM S.à r.l., en liquidation

Société à responsabilité limitée

2, avenue Charles de Gaulle

L - 1653 Luxembourg

Capital Social: USD 2.000.000,--

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

CF Corporate Services

Société Anonyme

*Le domiciliataire*

Référence de publication: 2015124107/18.

(150134219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---

**Industrial Marking Solutions S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 182.049.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015124119/10.

(150134471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

---